



Des experts parlent d'un coup de fouet économique

## Ce qui va changer avec la 4G

Le lancement de la 4G va relever le taux de pénétration d'Internet et doper les ventes des smartphones, qui restent inférieures à 25% du marché de la téléphonie mobile.

Page 2

Boumerdès et Tébessa

## Deux éléments de soutien au terrorisme arrêtés

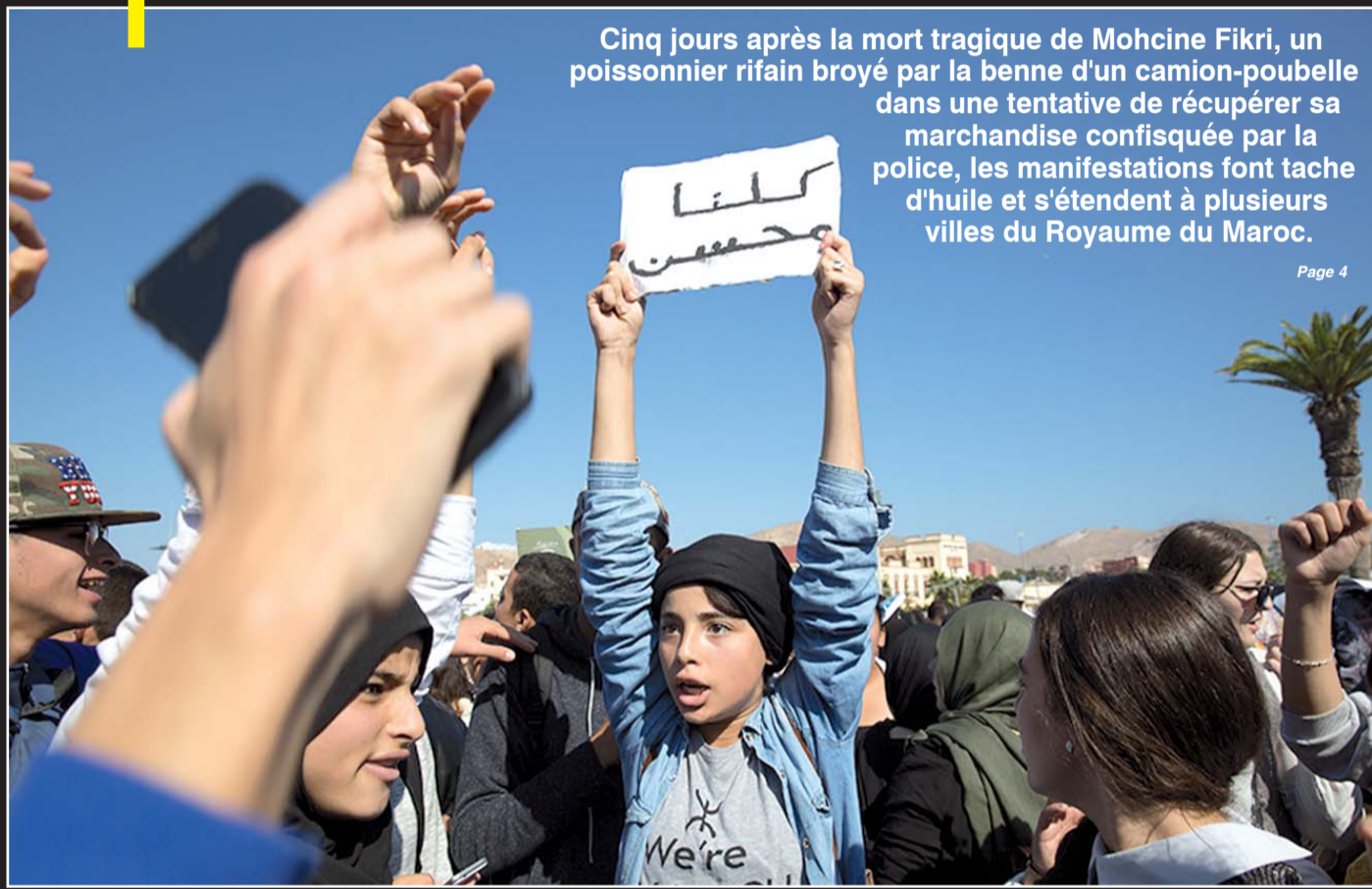
Page 24

Mohcine Fikri «ébranle» le Royaume

# Les manifestations s'étendent à plusieurs villes marocaines

Cinq jours après la mort tragique de Mohcine Fikri, un poissonnier rifain broyé par la benne d'un camion-poubelle dans une tentative de récupérer sa marchandise confisquée par la police, les manifestations font tache d'huile et s'étendent à plusieurs villes du Royaume du Maroc.

Page 4



De nouveaux textes pour l'exploitation des services de taxi

## Vers la fin de l'anarchie ?

Page 4



Application du Code des marchés publics

## Le directeur de l'ANSEJ non satisfait

Plus de 366 000 micro-entreprises (366 129) ont bénéficié du financement dans le cadre du programme de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej) en 20 ans. C'est ce qu'a été révélé hier par le directeur de cet organisme, Mourad Zemali.

Page 4



Bouteflika dans un message publié par le mensuel *Afrique Asie*

## «L'Algérie de Novembre travaille aujourd'hui à relever ses propres défis»

la diversification de son économie et à la maîtrise des nouvelles technologies de la connaissance, et afin de garantir à son peuple la justice sociale et la solidarité nationale», a-t-il souligné dans un message «exclusif» publié par le mensuel *Afrique Asie* dans son numéro de novembre.

Le chef de l'Etat, faisant état de l'«ines- timable» acquis de l'esprit de Novembre, a précisé qu'en Algérie, «c'est le souffle de la Révolution du 1<sup>er</sup> Novembre 1954 qui a animé l'élan de la reconstruction d'un pays dévasté par la guerre coloniale», relevant que «grâce à sa détermination, le peuple algérien a réussi, en quelques années, à

promouvoir une politique fructueuse et prometteuse de développement économique». «Plus tard, c'est avec l'exemple et l'esprit de la Révolution de Novembre que le peuple algérien et son Armée nationale populaire, héritière de l'Armée de libération nationale, ont réussi à sauvegarder l'Etat et les acquis de la nation au cours de la tragédie nationale», a-t-il affirmé, soulignant que l'Algérie «a su dépasser cette terrible épreuve grâce à la communion de ses enfants autour de la réconciliation nationale grâce à laquelle la paix a été rétablie, l'unité nationale consolidée et le développement relancé».

Page 3

**L**e président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a indiqué dans un message que l'Algérie de Novembre travaille aujourd'hui à «relever ses propres défis», de façon à préserver sa sécurité dans un environnement régional «perturbé».

«L'Algérie de Novembre travaille aujourd'hui à relever ses propres défis, de façon à préserver sa sécurité dans un environnement régional perturbé, à maintenir la croissance et le développement grâce à



Des experts parlent d'un coup de fouet économique

# Ce qui va changer avec la 4G

**Le lancement de la 4G va relever le taux de pénétration d'Internet et doper les ventes des smartphones, qui restent inférieures à 25% du marché de la téléphonie mobile.**



Par Amine Bensafi

En septembre, le gouvernement algérien a publié un décret exécutif autorisant le déploiement d'un réseau 4G LTE, franchissant ainsi «une étape décisive qui permettra d'accroître le taux de pénétration d'Internet et la consommation d'Internet mobile dans le secteur des télécommunications du pays». C'est ce qu'estime un récent rapport du cabinet de consulting Oxford Business Group. Le plan national de déploiement de la 4G, d'une durée estimée de cinq ans, prévoit d'abord que les opérateurs assurent au cours de la première année un taux de couverture minimum de 10% dans les wilayas (provinces) qui leur ont été attribuées - Djelfa, Sétif et Constantine pour Djezzy ; Ouargla, Alger et Oran pour Mobilis et Béchar, Tlemcen et Tizi Ouzou pour Ooredoo. Une fois ce seuil initial atteint, les opérateurs pourront déployer la

4G dans trois ou quatre wilayas supplémentaires chaque année. Rappelons qu'afin de déterminer le déploiement de la couverture par les opérateurs, chacune des 48 wilayas d'Algérie a été classée par ordre de priorité, 15 wilayas étant considérées à caractère prioritaire, les 33 restantes de priorité moindre. Chaque opérateur s'est vu attribuer cinq wilayas à caractère prioritaire et 11 wilayas de priorité moindre. Selon OBG, la décision d'introduire la technologie 4G en Algérie, prise en janvier, intervient «relativement peu de temps» après le lancement des services de 3G en décembre 2013 par Mobilis et Ooredoo et en juillet par Djezzy. Le déploiement de la couverture 3G sur l'ensemble du pays s'est effectué relativement rapidement, à environ deux ans, et toutes les wilayas sont désormais équipées de réseaux 3G. «L'arrivée des très hauts débits de transmission de données et l'amélioration de la couverture, auxquels vient s'ajouter le déploiement de

réseau de nouvelle génération ont eu des retombées considérables sur les bénéfices réalisés par le secteur», estime la même source. Le secteur algérien des télécommunications - dont le parc abonnés atteignait les 44,3 millions d'abonnés l'an dernier - a enregistré une hausse de 11,5% de son chiffre d'affaires en glissement annuel pour atteindre le chiffre de 97 milliards de dinars (797 millions d'euros) au premier trimestre de cette année.

A la fin décembre 2015, l'Algérie comptait 18,5 millions d'abonnés à l'Internet, dont 16,3 millions abonnés à l'Internet mobile, soit une augmentation de 92% par rapport à l'année précédente, qui s'explique en partie par la migration des abonnés GSM vers la 3G.

OBG rappelle que Djezzy est actuellement le premier opérateur du pays, avec une part de marché de 38%, mais l'Artp a retiré le mois dernier le statut d'«opérateur dominant» attribué à la compagnie en 2007. Une déci-

sion qui s'appuie en partie sur les avancées considérables des deux autres opérateurs du pays en termes d'abonnés : Mobilis est le deuxième opérateur de téléphonie mobile du pays, avec une part de marché de 32%, suivi de près par Ooredoo avec 30% de parts de marché.

OBG évoque des «obstacles» qui restent toutefois à surmonter avant de pouvoir profiter pleinement des avantages de la couverture 4G - notamment en matière de vitesse de téléchargement- dans un pays où le taux de pénétration des smartphones est inférieur à 25%. Les produits entrée de gamme dominent le marché, les smartphones bon marché d'un prix d'environ 50 dollars représentant à peu près les deux-tiers de l'ensemble des ventes. Selon les estimations d'OBG, «les téléphones haut de gamme tels que les iPhones et le Samsung S6 sont utilisés par environ 6% des abonnés, un chiffre qui devrait évoluer à la hausse, mais sans doute pas dépasser la barre des 10%».

A rappeler que la ministre de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication, Imane Houda Feraou, a indiqué que les dernières licences seraient bientôt attribuées avec un lancement des services 4G prévu pour le dernier trimestre 2016. Le décret fait suite à l'attribution au mois de mai de licences 4G provisoires, d'une durée de 15 ans aux trois opérateurs de téléphonie mobile d'Algérie. Selon l'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications (Arpt), le prix de la licence - qui doit être payé dans un délai de 20 jours après réception de cette dernière - a été fixé à 5 milliards de dinars (41,2 millions d'euros) pour Mobilis, 4 milliards de dinars (33 millions d'euros) pour Djezzy et 3 milliards de dinars (25 millions d'euros) pour Ooredoo, auxquels s'ajoutent des frais annuels équivalant à 1% des recettes des opérateurs générées par l'utilisation de la technologie 4G. La licence donne actuellement accès à la bande de fréquence des 1800 MHz, mais des fréquences supplémentaires, telles que celles des 2,6 MHz, devraient être mises à disposition dans les années à venir.

A.B.

## Selon le ministère des Finances Le nombre des comptes d'affectation spéciale réduit à 56

Le nombre des comptes d'affectation spéciale du Trésor (CAS) a été ramené à 56 contre 74 en 2010, date de début de l'opération de leur assainissement à travers le regroupement des comptes ayant la même vocation budgétaire, a indiqué mercredi un haut responsable du ministère des Finances. Depuis le début de l'opération de l'assainissement des comptes, 18 CAS ont été fermés pour passer de 74 à 56 actuellement (selon les échéances des lois de finances), a expliqué à la presse le directeur général de la comptabilité au ministère des Finances, Mohamed Larbi Ghanem, en marge de son audition par la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) dans le cadre de l'examen du projet de la loi de finances 2017. Quatre autres CAS seront également fermés d'ici à la fin de l'année 2016 pour arriver à 52 comptes. Il s'agit du compte de gestion du programme d'urbanisation, du compte de gestion des investissements publics du programme complémentaire de la relance économique 2005-2009, du compte de gestion des investissements publics du programme de soutien de la croissance économique 2010-2014 et du compte de gestion des investissements publics du programme de la consolidation de la croissance économique 2015-2019. Le solde de ces CAS sera versé dans le compte des résultats du Trésor à l'exception de 300 milliards de DA qui seront transférés au compte de gestion des investissements publics inscrits dans le budget d'équipement de l'Etat. Après la clôture de ces quatre comptes, il y aura donc un seul programme d'équipement contre cinq actuellement, a expliqué M. Ghanem lors de sa réunion avec la commission. Quant aux raisons d'assainissement des comptes d'affectation spéciale, le même responsable a expliqué qu'il s'agissait de revenir au principe budgétaire des finances publiques qui est l'annualité et l'universalité du budget de l'Etat, permettant une meilleure évaluation et maîtrise de la dépense publique. Dans ce cadre, M. Ghanem a justifié la création des CAS de par le passé par la nécessité d'assurer une souplesse dans la gestion du budget d'équipement afin de produire le maximum d'infrastructures et de services publics. Désormais, a-t-il fait valoir, «nous voulons retourner au principe budgétaire en regroupant un certain nombre de CAS pour avoir une vision commune au niveau de chaque secteur et assurer, par conséquent, une cohérence entre les différents programmes». L'assainissement des CAS a été décidé en application de l'article 24 de la loi de 1995 régissant la Cour des comptes, qui oblige le ministère des Finances à prendre les mesures nécessaires dans des cas de faits et d'irrégularités préjudiciables au Trésor public ou au patrimoine des entreprises publiques.

R. N.

Durant les sept premiers mois de l'année

# La facture d'importation de la banane en hausse

Par Sofiane Aït Mohamed

Alors que l'Etat fait tout pour réduire la facture «salée» des importations, celle des produits exotiques ou fruits frais à l'instar de la banane a, par contre, augmenté.

En effet, selon l'APS qui cite le ministère du commerce, il a été importé pour 112,7 millions usd de bananes durant les sept premiers mois 2016 (contre 107 millions usd sur la même période de 2015) et pour 49,4 millions usd de pommes (contre 78,6 millions usd). La facture a été de 25,1 millions usd pour les amandes (contre 22,4 millions

usd), de 16,7 millions usd de raisins secs (contre 20,5 millions usd) et de 4,7 millions usd d'abricots secs (contre 5,8 millions usd), alors que les importations des pruneaux secs se sont chiffrées à 9,59 millions usd (contre 9,68 millions usd). Il est, par ailleurs, constaté que la facture de l'ail importé est passée à 12,7 millions usd (contre 9,2 millions usd). Mais les prix à l'importation par l'Algérie des produits alimentaires et agroalimentaires ont, pour la grande majorité, baissé durant les sept premiers mois de 2016 par rapport à la même période de 2015. Dans la catégorie des matières premières destinées à l'industrie

agroalimentaire, les prix ont reculé à 322 dollars/tonne (usd/t) pour le blé dur (-31,63% par rapport à la même période de 2015), à 192 usd/t pour le blé tendre (-25%) et à 183 usd/t pour le maïs (-10,3%). De son côté, le prix d'achat des poudres de lait s'est établi à 2.319 usd/t (-21,34%). La baisse des prix à l'importation a également touché le sucre roux à 371 usd/t (-1,6%) et les huiles brutes (baisses allant de 1,6% à 14,43%) sauf pour l'huile brute de coco (+6,52%) et d'autres huiles alimentaires brutes (+46,4%). Pour la catégorie des produits d'épicerie, les prix à l'importation ont augmenté pour les cafés torréfiés à

15.408 usd/t (+50,01%), le lait infantile à 6.861 usd/t (+4,5%) et le thé à 2.287 usd/t (+2,5%). Par contre, une baisse a touché le triple concentré de tomate à 864 usd/t (-26,8%), le double concentré de tomate à 1.327 usd/t (-9,5%), le concentré de tomate à 1.169 usd/t (-19,4%), les pâtes alimentaires à 1.714 usd/t (-12,5%), les cafés non torréfiés à 2.074 usd/t (-11,67%), le riz à 527 usd/t (-8,8%) et le sucre blanc à 519 usd/t (-0,2%). Pour les légumes secs, des baisses ont été observées pour les haricots secs à 917 usd/t (-34%) et les pois secs à 531 usd/t (-28,63%). En revanche, les prix à l'importation ont haussé

pour les lentilles à 1.079 usd/t (+15,15%) et les pois chiches à 1.190 usd/t (+10,3%). Pour les viandes et poissons, les prix ont reculé pour les viandes bovines réfrigérées à 3.552 usd/t (-12,02%), pour celles congelées à 3.028 usd/t (-10,4%) et pour les poissons congelés à 1.518 usd/t (-5,8%). Les principaux pays fournisseurs de l'Algérie en poudre de lait sont au nombre de 18 dont les cinq premiers sont la Nouvelle-Zélande (37,6% des importations globales), la France (16,2%), l'Argentine (14,3%), la Pologne (10,1%) et l'Uruguay (9,1%).

S.A.M.

Mohcine Fikri «ébranle» le Royaume

# Les manifestations s'étendent à plusieurs villes marocaines

Cinq jours après la mort tragique de Mohcine Fikri, un poissonnier rifain broyé par la benne d'un camion-poubelle dans une tentative de récupérer sa marchandise confisquée par la police, les manifestations font tache d'huile et s'étendent à plusieurs villes du Royaume du Maroc.



arabes à l'instar de la Tunisie, l'Égypte, la Syrie et la Libye. La colère populaire qui secoue le Royaume alaouite renseigne également sur la précarité qui frappe des franges entières de la société, notamment les populations rurales du Rif. Ces manifestations se veulent donc l'expression d'un profond marasme social et une révolte contre la mal-vie qui ronge des pans entiers de la société, en témoigne la mort tragique de Mohcine Fikri qui tentait de récupérer une quantité de poissons qu'il vendait pour gagner sa vie.

M.A.C.

## Front El Moustakbal Abdelaziz Belaïd appelle à la moralisation de l'action politique

Le président du Front El Moustakbal (FM), Abdelaziz Belaïd, a appelé, à Tipasa, le pouvoir à moraliser l'action politique.

«Le pouvoir en place est tenu d'ouvrir un véritable dialogue entre tous les acteurs de la scène politique», a souligné M. Belaïd dans son allocution, lors de l'inauguration du bureau de wilaya de son parti à Tipasa, comparant le pouvoir à un «chef d'orchestre» qui doit créer une cohésion entre les membres de sa troupe.

Réitérant la position de son parti en faveur d'un dialogue transparent et ouvert entre tous les acteurs politiques, le chef de file du Front El Moustakbal a plaidé pour la mise sur le même pied d'égalité tous les partis, exprimant en outre, son «refus de la violence verbale» sur la scène politique nationale.

S'exprimant sur les prochaines échéances électorales, il s'est dit «optimiste» quant aux chances de sa formation politique en y prenant part, considérant que son parti constitue «une force politique sur le terrain». «Nous prendrons part à toutes les étapes de construction de l'Algérie d'aujourd'hui et de demain, en dépit des dépassements caractérisant les rendez-vous électoraux», a encore soutenu.

T. L.

Par M. Ait Chabane

Des centaines de personnes ont investi la rue à Rabat, Marrakech et Casablanca pour réclamer justice et réparation suite à cette tragique péripétie survenue dans des circonstances floues. A Al Hoceima, où Mohcine Fikri a perdu la vie, la tension est montée d'un cran et les manifestations ont redoublé d'intensité. Les protestataires ont scandé des slogans hostiles aux autorités marocaines, dénonçant par là même les phénomènes de corruption et de «hogra» que subit la population, notamment les Rifains du Nord. A Paris, des centaines de personnes se sont rassemblées hier devant l'ambassade du Maroc, réclamant «liberté, justice et dignité». «Ce poissonnier a vu tout son capital, tout ce qu'il avait, partir sous ses yeux, il n'avait que ça. Il y a beaucoup d'inégalités et d'injustices au

Maroc et j'ai fait l'effort de venir pour montrer qu'on est là et qu'on ne veut plus de ces inégalités. Il faut se lever pour lui. Ce qu'il faut, c'est créer des infrastructures pour ces marchands, pour qu'ils puissent vivre», s'est indigné un manifestant sur les lieux. De son côté, le comité d'organisation de la manifestation d'Al Hoceima a appelé à une «enquête transparente» concernant l'affaire Mohcine et aussi à ce que «tous les responsables de sa mort soient punis». Pour sa part, l'Association marocaine des droits de l'homme (Amdh) a «condamné l'Etat marocain qui foule aux pieds la dignité des citoyens» et «maintient la région (nord) dans un état de tension». Cette vague de manifestations qui secoue le Royaume du Maroc depuis quelques jours risque de dégénérer, selon certains observateurs qui y perçoivent une étincelle susceptible de raviver la colère populaire contre toutes

sortes de fléaux sociaux. Selon l'ancienne présidente de l'Association marocaine des droits humains, Khadija Ryadi, «l'image de ce citoyen broyé par la pelle de la benne d'un camion d'ordures est choquante et dramatique, mais aussi très significative. La relation de l'Etat (le pouvoir) avec le citoyen est perçue comme cette image». Et d'ajouter que la tragédie illustre le «grand malaise de la société» qui n'en est pas à son premier événement déclenchant la révolte. «Son rôle aujourd'hui est de veiller à l'organisation d'un procès équitable : Il ne faut pas que les responsables de ce qui s'est passé se cachent derrière des boucs émissaires et bénéficient de l'impunité», a affirmé cette militante marocaine des droits de l'homme. En outre, plusieurs observateurs mettent en garde contre la réédition des événements du début 2011 dans le sillage des révoltes qui ont ébranlé plusieurs pays

Bouteflika dans un message publié par le mensuel *Afrique Asie*

## «L'Algérie de Novembre travaille aujourd'hui à relever ses propres défis»

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a indiqué dans un message que l'Algérie de Novembre travaille aujourd'hui à «relever ses propres défis», de façon à préserver sa sécurité dans un environnement régional «perturbé».

«L'Algérie de Novembre travaille aujourd'hui à relever ses propres défis, de façon à préserver sa sécurité dans un environnement régional perturbé, à maintenir la croissance et le développement grâce à la diversification de son économie et à la maîtrise des nouvelles technologies de la connaissance, et afin de garantir à son peuple la justice sociale et la solidarité nationale», a-t-il souligné dans un message «exclusif» publié par le mensuel *Afrique Asie* dans son numéro de novembre.

Le chef de l'Etat, faisant état de l'«inestimable» acquis de l'esprit de Novembre, a précisé qu'en

Algérie, «c'est le souffle de la Révolution du 1<sup>er</sup> Novembre 1954 qui a animé l'élan de la reconstruction d'un pays dévasté par la guerre coloniale», relevant que «grâce à sa détermination, le peuple algérien a réussi, en quelques années, à promouvoir une politique fructueuse et prometteuse de développement économique».

«Plus tard, c'est avec l'exemple et l'esprit de la Révolution de Novembre que le peuple algérien et son Armée nationale populaire, héritière de l'Armée de libération nationale, ont réussi à sauvegarder l'Etat et les acquis de la nation au cours de la tragédie nationale», a-t-il affirmé, soulignant que l'Algérie «a su dépasser cette terrible épreuve grâce à la communion de ses enfants autour de la réconciliation nationale grâce à laquelle la paix a été rétablie, l'unité nationale consolidée et le développement relancé».

Cependant, a-t-il fait observer,

l'importance de ces défis «n'a guère détourné l'Algérie de ses devoirs au sein de la communauté internationale», notamment dans ses espaces d'appartenance historiques, géographiques et culturels.

Dans ce contexte, le président de la République a indiqué que l'Algérie travaille «résolument» à la mise en oeuvre de l'accord de paix au Mali, signé à Alger, comme elle contribue «activement» au processus de règlement de la crise libyenne sous l'égide des Nations unies. «Elle demeure constante dans sa solidarité avec le peuple palestinien en lutte pour l'édification de son Etat indépendant et souverain, tout comme elle appuie avec rectitude le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination sous l'égide des Nations unies», a-t-il ajouté. Sur le plan de la lutte contre le terrorisme, le chef de l'Etat a rappelé que l'Algérie est également «partie prenante» dans

la solidarité internationale «grandissante» face à «l'horreur du terrorisme, dont elle a longtemps souffert seule».

«Dans ce cadre, a-t-il dit, elle plaide pour une action mondiale contre ce crime abject, sous l'égide de l'Organisation des Nations unies, et elle partage son expérience en matière de déradicalisation et de réconciliation pour l'extirpation des racines de ce fléau contemporain».

Il a précisé, in fine, que «ce sont-là quelques repères et quelques rappels de ce qu'aura été la Révolution de Novembre 1954 et de ce qu'est l'Algérie indépendante», qui a restauré l'Etat et «l'a irrigué de ses nobles valeurs».

Le Président de la République a tenu, à l'occasion de la célébration du 62<sup>ème</sup> anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale, à «renouveler, au nom du peuple algérien, notre profonde reconnaissance

aux peuples frères et amis à travers tous les continents, qui ont soutenu notre cause à un tournant majeur de notre histoire».

«Notre reconnaissance demeure forte aussi envers les personnalités amies, y compris françaises, et elles furent nombreuses, qui ont été solidaires avec notre combat et y ont parfois même pris part», a-t-il affirmé, soulignant que pour les Algériens, «l'aura dont bénéficie toujours la Révolution de Novembre auprès de nombreux peuples et de nombreux amis est un motif de fierté, et une raison supplémentaire de la reconnaissance envers ceux qui ont libéré la patrie».

Le président Bouteflika a affirmé aussi que la Révolution du 1<sup>er</sup> Novembre 1954 «a restauré l'Etat algérien souverain», soulignant qu'elle a également contribué à accélérer la décolonisation d'autres pays.

Reda A.

De nouveaux textes pour l'exploitation des services de taxi

# Vers la fin de l'anarchie ?

**L'activité des services de taxi est désormais soumise à un nouveau cahier des charges fixé par un arrêté ministériel publié au *Journal officiel* n°58 portant sur les nouvelles conditions applicables sur le conducteur et le véhicule de taxi, pour justement organiser cette activité qui s'engouffre dans une anarchie totale dans de nombreuses grandes villes du pays, causant des désagréments aux usagers.**



Par Karima Nacer

**L**es exploitants des taxis sont appelés désormais à se soumettre à une nouvelle réglementation. L'activité de chauffeur de taxi sera ainsi restructurée afin d'améliorer les prestations offertes par ce mode de transport, à en croire les responsables du secteur. Ainsi, un nouveau cadre juridique régissant l'activité des voitures-taxis a été élaboré par les pouvoirs publics.

L'objectif est de garantir «le respect des règles régissant l'activité des voitures-taxis». Parmi les règles que renfermera le texte, figurent notamment un nouveau cahier des charges qui note que le conducteur de taxi ne peut exercer l'activité d'un service taxi s'il n'est pas titulaire d'un livret de places. Aussi, le conducteur doit effectuer un contrôle médical auprès des médecins spécialisés, attestant l'aptitude physique, mentale et une bonne acuité visuelle, renouvelé chaque deux ans pour les conducteurs de moins de 55 ans, et annuellement pour ceux âgés de plus de 55 ans.

Le contrôle technique d'un véhicule-taxi

doit être renouvelé chaque semestre, indique l'arrêté. Une consigne rarement appliquée par les conducteurs.

L'exploitant d'un service-taxi pour le compte d'une personne physique ou morale, doit aussi assurer la permanence de nuit et des jours fériés, notamment à proximité des infrastructures d'accueil et de traitement des voyageurs (aéroport, ports, gares routières et ferroviaires), ainsi que les établissements relevant du secteur sanitaire, conformément au programme arrêté par le directeur des transports de la wilaya. Pour les sociétés de taxi, la permanence doit être assurée par au moins 20% du parc véhicules dont elle dispose. Le texte prévoit aussi deux types de tarifs, à savoir tarif A applicable dans la journée, et tarif B pour la nuit. Il faut dire que trouver un taxi la nuit, pendant les jours de fête et surtout les heures de pointe relève du miracle. Une fois trouvé, les chauffeurs de taxi font leur loi. Ils imposent des prix aléatoires pour des trajets restreints. Le conducteur doit, entres autres, porter une tenue vestimentaire appropriée (chemise, pull ou veste, pantalon, chaussures fermées), afficher au bord de son véhicule les

tarifs en vigueur et les respecter, permettre le transport de bagages dans la limite de 15 kg par place, et respecter les points de stationnement.

Aussi, le nouveau texte interdit au conducteur de refuser ou de choisir ses courses lorsqu'il est libre, de faire usage des moyens audio ou audiovisuel sans l'assentiment des clients, et de fumer à bord du véhicule. Enfin, l'article 5 exige que les véhicules utilisés en tant que taxi «doivent être équipés d'une trousse de première urgence, d'un gilet cataphote (réfléchissant la lumière le rendant visible la nuit), d'un extincteur en état de fonctionnement et d'un triangle de pré signalisation».

Ce n'est pas fini. Un autre arrêté ministériel publié dans le même *JO* fixe, quant à lui, les conditions et les modalités de délivrance du livret de places de transport par taxi. Il définit le livret de places comme le document délivré par le directeur des transports de la wilaya qui comporte toutes les informations relatives à l'identité du conducteur de taxi, le début et/ou la cessation de l'activité, le véhicule exploité, les visites médicales, les infractions et les sanctions.

Pour l'obtenir, le candidat doit être âgé de plus de 25 ans, jouir de ses droits civils et civiques, être de nationalité algérienne, et ne pas exercer une autre activité rémunérée avant de déposer sa demande au niveau de la direction des transports de la wilaya.

En plus d'une enquête administrative effectuée par les services de sécurité compétents à laquelle il est soumis, le postulant au livret de places doit suivre une formation de conducteur de taxi dispensée par un établissement de formation habilité.

Les pouvoirs publics parviendront-ils à mettre un terme à l'anarchie dans la réglementation des taxis ? **K.N.**

## Il co présidera la grande commission mixte algéro-malienne Sellal aujourd'hui à Bamako

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, se rendra aujourd'hui à Bamako où il coprésidera avec son homologue malien, Madibo Keïta, la 12<sup>e</sup> session de la grande commission mixte algéro-malienne, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre.

«Les relations et la coopération bilatérales dans ses volets économique et commercial, scientifique, technique et social ainsi que les questions administratives, sécuritaires et judiciaires seront examinées durant cette visite et ce, en vue de leur consolidation, compte tenu des liens d'amitié et de fraternité qui unissent les deux pays», souligne la même source.

«Plusieurs accords de coopération dans différents domaines seront signés lors de cette importante rencontre», note le communiqué.

Le Premier ministre, qui sera accompagné d'une délégation ministérielle, aura des entretiens avec les hautes instances dirigeantes du Mali sur des questions d'intérêt commun, ajoute la même source.

R. N.

Application du Code des marchés publics

## Le directeur de l'ANSEJ non satisfait

Par Leïla Bensaid

**P**lus de 366 000 micro-entreprises (366 129) ont bénéficié du financement dans le cadre du programme de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej) en 20 ans. C'est ce qu'a été révélé hier par le directeur de cet organisme, Mourad Zemali.

Le responsable de l'Ansej s'est montré satisfait par rapport au rôle de son agence dans la création des petites entreprises et de l'emploi après 20 ans d'existence, affirmant la création de près d'un million d'emplois. Invité de la Radio nationale, Chaîne 1, Mourad Zemali a indiqué que l'Ansej a assuré le financement de 50% des entreprises en 2016 en se basant sur ses revenus et non sur le Trésor public, affirmant l'efficaci-

té des petites entreprises dans la stratégie de diversification de l'économie nationale. Evoquant les problèmes auxquels font face les petites entreprises, le responsable de l'Ansej a cité le foncier industriel, la commercialisation des produits en plus du Code des marchés publics. Sur ce point, l'invité de la Radio nationale a critiqué la mauvaise application de ce code, notamment concernant la consécration de 20% des marchés publics aux petites entreprises. Une disposition qui n'a pas été appliquée comme il se doit selon lui. Dans ce cadre, il a révélé que 1 500 projets ont été attribués aux petites entreprises dans le cadre du marché public avec une valeur de 4 milliards de dinars, soit «8 000 projets». Pour M. Zemali, ce nombre est «insuffisant», appelant dans ce contexte les autorités

à donner «la priorité» aux propriétaires des petites entreprises. Pour rappel, le nouveau Code des marchés publics est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Parmi ses nouveautés, le décret intègre le principe de la préférence nationale. Une des mesures importantes du nouveau décret concerne l'obligation faite aux organismes publics de réserver 20% de leur montant annuel prévisionnel des marchés aux PME nationales. L'article 156 de ce texte stipule «Le maître de l'ouvrage est tenu de réserver 20% du montant prévisionnel des marchés, qu'il compte lancer au titre de chaque année budgétaire, à la petite et moyenne entreprise nationale». Mais pour certains, est-ce que toutes les micro-entreprises peuvent assurer la réalisation des projets face à de grandes entre-

prises qui exercent déjà sur le marché ? Par ailleurs, le directeur de l'Ansej a indiqué que la confédération des jeunes entrepreneurs est en phase de constitution, soulignant une importante adhésion des entreprises et associations à cet organisme. Selon M. Zemali, cette confédération pourra dans l'avenir participer aux rencontres de la tripartite (gouvernement, patronat et Centrale syndicale) et les rassemblements économiques. Dans ce cadre, il a ajouté qu'avec cette confédération, les jeunes entrepreneurs pourront trouver des solutions pour leurs problèmes, notamment la commercialisation des produits de leurs entreprises.

Le patron de l'Ansej n'est pas revenu sur le problème du remboursement des crédits dans le cadre des dispositifs des micro-

entreprises. Sur ce point, le gouvernement s'était montré ferme quand à ceux qui n'accomplissent leur engagement. «La loi va s'appliquer pour tout le monde à propos des bénéficiaires de crédits dans le cadre des dispositifs des micro-entreprises et qui n'ont pas remboursé à temps leurs créances», avait déclaré le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed El Ghazi, le 21 mai dernier. Lors d'un point de presse tenu en marge des travaux de la 6<sup>ème</sup> édition du Salon national de l'emploi, El Ghazi avait expliqué que «80% des entreprises sont en train de rembourser. «Il y a 10 à 15% d'entreprises qui ont des difficultés à rembourser et qui sont accompagnées à nouveau par l'Ansej et la Cnac afin de les aider à dépasser la phase difficile». **L.B.**



Ciment pétrolier, verre et coton

# Trois gros projets à Adrar

Trois projets d'envergure nationale dans le domaine de la production du ciment pétrolier, de verre et de coton à Adrar ont été annoncés par le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb, lors de sa visite dans cette wilaya du sud-ouest du pays.



Le premier projet concerne la réalisation d'une cimenterie dans la commune d'El Moktène (à 260 kms du chef lieu de wilaya) avec une production avoisinant 1,5 million de tonnes/an en ciment et clinker dès le 1er trimestre 2017 avant de passer à 3 millions tonnes/an en seconde phase avec objectif primordial d'exporter vers les pays limitrophes.

Fruit d'un partenariat mixte entre l'entreprise privée Sarl STG-Adrar (71% des parts) et l'entreprise publique chinoise Ctiec, cette cimenterie sera la première à l'échelle du pays à produire du ciment pétrolier destiné à satisfaire les besoins de Sonatrach et de ses partenaires, alors que ce type de ciment est entièrement importé actuellement.

Dans le cadre de la politique d'import-substitution, le ciment pétrolier sera ainsi produit localement ainsi que la barytine, substance servant dans le forage pétrolier, dont le développement et la valorisation se fera au niveau du gisement de Draïssa (Béchar).

Lors de sa visite d'inspection, dimanche dernier, de l'état d'avancement des travaux de réalisation de cette cimenterie, M. Bouchouareb a indiqué qu'avec cette nouvelle cimenterie, près du tiers de la production nationale de ciment sont répartis entre trois wilayas du sud: Biskra, Béchar et Adrar.

Il a ajouté avoir instruit les groupes publics Gica (ciment) et Divindus de lancer la réalisation d'un broyeur de clinker à Illizi pour produire du ciment à partir de la matière pre-

mière (clinker) fournie par ce maillage de cimenteries. En 2017, «aucun sac de ciment ne sera importé, et nous dégagerons un premier volume à l'export», a promis le ministre.

Le second projet initié dans la wilaya d'Adrar concerne un partenariat public-privé (national et étranger) pour le lancement d'une nouvelle usine de verre.

Le ministre a ainsi présidé la cérémonie de signature de ce partenariat industriel et technologique triangulaire impliquant des entreprises algériennes (le groupe public Divindus et le groupe privé El Hamel Energies renouvelables) et chinoise (HCDL and Ctiec) pour la réalisation d'une nouvelle usine de verre plat à Adrar d'une capacité de production de 500 tonnes/jour, soit un volume annuel de 150.000 tonnes.

Implantée sur un site de 120 hectares au niveau de la Daïra de Tinerkouk (280 km du chef-lieu de wilaya), l'usine, dont la réception est programmée dans 24 mois, réservera sa production aux secteurs du bâtiment, la filière mécanique, les ménages, l'équipement de froid, le secteur du commerce et l'ameublement ainsi qu'à l'exportation.

Elle emploiera près de 600 personnes dont un programme de formation et de transition de savoir-faire est déjà établi.

M. Bouchouareb a, par ailleurs, annoncé un projet structurant pour la filière textile à travers le lancement prochain d'une plantation cotonnière d'une superficie de 5 000 ha en mesure de fournir, lors de sa première

étape, 20 millions de tonnes/an de coton pour l'unité de filature du nouveau complexe textile algéro-turc de Relizane.

Implantée dans la wilaya d'Adrar, cette première unité de filature entrera en production dès janvier 2017.

Pour la seconde étape, la production cotonnière de ce projet s'étendra sur une surface de 20 000 ha pour assurer une production de matière première de 70 millions de tonnes/an.

Le ministre a souligné que la transformation du coton en fil est la première phase importante du processus industriel du textile, ajoutant que la transformation de la fibre de coton en fil, produit intermédiaire, augmente significativement la valeur ajoutée.

Selon lui, «grâce à ce nouveau projet, nous allons effectuer une remontée totale de la chaîne de valeur de la filière textile et nous serons ainsi en mesure de garantir la disponibilité de la matière première et intermédiaire à toute la plate-forme textile à l'échelle du pays».

Lors de sa rencontre avec les opérateurs et investisseurs locaux, M. Bouchouareb a rappelé la priorité qu'accorde le programme quinquennal 2015-2019 dont découle le plan d'action du gouvernement et la feuille de route du secteur de l'Industrie et des mines au développement des wilayas du sud et des Hauts-Plateaux, particulièrement celles situées sur la bande frontalière.

«Le développement économique des

wilayas du sud, plus particulièrement celles situées sur la bande frontalière est un objectif stratégique pour le gouvernement», a soutenu le ministre, ajoutant que le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a donné des instructions fermes pour accélérer le développement des wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux dans le programme quinquennal 2015-2019. **R. N.**

Iran

## Nette augmentation des exportations pétrolières en octobre

L'Iran a exporté fin octobre 2,44 millions de barils de pétrole brut par jour (mbj), «soit un niveau historique des plus élevés», a déclaré le ministre iranien du Pétrole, Bijan Namdar Zanganeh, cité hier par l'agence Mehr.

Avant l'entrée en vigueur de l'accord nucléaire avec les grandes puissances en janvier dernier et la levée d'une partie des sanctions internationales, l'Iran n'exportait qu'1 mbj environ.

L'Iran, qui dispose des quatrièmes réserves mondiales prouvées de pétrole et des deuxièmes pour le gaz, s'était fixé en mai un objectif d'exportation de 2,2 millions de barils par jour pour l'été dernier.

L'Opep a décidé fin septembre de réduire sa production pour soutenir les cours. Mais trois pays membres, l'Iran, la Libye et le Nigeria ont été autorisés à «produire aux niveaux maximum qui fassent sens».

A la mi-octobre, Téhéran a annoncé son intention d'augmenter sa production à 4 millions de barils par jour (mbj), soit le niveau d'avant les sanctions en 2011.

R. I.

Allemagne

## Le marché automobile en baisse

Les ventes de voitures neuves en Allemagne ont baissé de 5,6% en octobre par rapport au même mois de 2015, à 262 724 unités, a annoncé hier la KBA, l'autorité allemande du transport routier.

L'information avait été donnée auparavant par une source informée qui avait expliqué la baisse par le fait que le mois dernier comportait deux jours ouvrables de moins qu'octobre 2015. En données ajustées du calendrier, le premier marché automobile européen a au contraire progressé de 5% environ, a précisé la source.

Sur les dix premiers mois de l'année, les immatriculations affichent une hausse de 4,9% à 2,82 millions de voitures, selon les chiffres de la KBA.

Volkswagen, le leader du marché, a vu ses ventes chuter de 20% et celles de Ford ont reculé de 8%. A l'inverse, les constructeurs français Peugeot et Renault ont vu leurs progresser de 12% et 3,4% respectivement, a précisé la KBA.

Sur les autres grands marchés européens, les immatriculations ont reculé de 4% en France en octobre, à 155 202 véhicules, mais elles ont progressé de 4% en Espagne, à 83 248 unités.

Reuters

Prix du pétrole

## Le Brent à moins de 48 dollars à Londres

Les prix du pétrole reculaient hier en cours d'échanges européens, les marchés étant sensibles à une première évaluation faisant état d'une forte hausse des réserves américaines de brut.

En milieu de journée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier valait 47,43 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 71 cents par rapport à la clôture de mardi.

Pour ce qui du baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en décembre, il cédait 74 cents à 45,93 dollars sur les échanges électroniques du New York Mercantile Exchange (Nymex). Selon un consensus compilé par l'agence Bloomberg, les analystes s'attendent à ce que le rapport officiel du département américain de l'Energie (DoE) pour la semaine close le 28 octobre fasse état hier d'une hausse de 1,5

million de barils pour le brut, une baisse de 1 million de barils pour l'essence et une baisse de 1,8 million de barils pour les produits distillés. Par ailleurs, l'Opep est ressortie dimanche dernier d'un week-end de négociations sur les modalités de la limitation de sa production.

L'Organisation a affirmé que l'accord serait prêt dès sa prochaine réunion prévue le 30 novembre à Vienne. **R. I.**

# HISTOIRE ▶▶

Un des rédacteurs de la plate-forme de la Soummam

## Hommage à Rachid Adjaoud

Un hommage a été rendu mardi à la Maison de la culture Mouloud Mammeri de Tizi Ouzou au défunt moudjahid Rachid Adjaoud, un des rédacteurs de la plate-forme de la Soummam en 1956 et ce, dans le cadre de la célébration du 62<sup>ème</sup> anniversaire du déclenchement de la Révolution.



**D**es membres de sa famille et des chercheurs universitaires venus spécialement de la wilaya de Béjaïa, région natale du moudjahid, ont témoigné de son parcours révolutionnaire tout en s'étalant sur les circonstances de la préparation du 1<sup>er</sup> Novembre 1954, date du déclenchement de la lutte armée.

Son cousin, Omar Adjaoud, a rappelé à l'assistance que feu Rachid a oeuvré pour l'indépendance de l'Algérie depuis l'âge de 17 ans. Né en 1937 à Seddouk dans la wilaya de Béjaïa, Rachid Adjaoud, a com-

mencé à travailler dans la mairie coloniale de Seddouk, d'où a démarré son parcours de militant de la cause nationale, a-t-il précisé.

«Avant de rejoindre le maquis et en tant que secrétaire de l'administration coloniale, il faisait un travail d'espionnage et transmettait des documents et des informations aux moudjahidine. Quelque temps après, il a été contacté par les moudjahidine qu'il a rejoint en emportant avec lui la machine de dactylographie qu'il utilisait à la mairie», a-t-il encore rappelé.

Zahia Benmehrez, une moudjahida

qui a beaucoup côtoyé Rachid Adjaoud au niveau du poste de commandement de la Wilaya III, a raconté, les larmes aux yeux, que son compagnon de lutte était très apprécié par le colonel Amirouche Aït Hamouda qui lui a confié de grandes tâches et lui faisait une confiance totale.

Cette femme, blessée par balle à deux reprises pendant les quatre ans qu'elle a passés au maquis avec son mari qui était un proche collaborateur d'Amirouche, se souvient que le jeune Rachid était parmi les quatre membres du secrétariat qui ont

tapé à la machine la plate-forme du congrès de la Soummam en 1956.

«L'administration française avait envoyé plusieurs émissaires à Adjaoud pour le convaincre de revenir en lui promettant des postes de responsabilité au sein de la mairie de Seddouk. Elle a ensuite mis tous les membres de sa famille en prison pour l'obliger à se rendre, en vain, car l'amour de sa patrie et son engagement pour l'indépendance du pays étaient plus forts», a-t-elle témoigné.

Avec chaudes larmes, Na Zahia qui avait travaillé courageusement comme infirmière au maquis, mais qui a aussi pris les armes pour défendre la terre de ses ancêtres, a rappelé que «l'indépendance et la liberté ont été payées par le sang de milliers d'Algériens, des sacrifices des veuves de chahids qui ont élevé seules leurs enfants au milieu de toute la maltraitance que l'armée coloniale leur a imposée». «Des hommes et des femmes ont passé des semaines entières sans boire, sans manger. Ils ont été torturés, tués et blessés, mais n'ont jamais renoncé à leur cause. L'Algérie est souveraine grâce à eux», a-t-elle martelé.

D'autres intervenants lors de cet hommage comme Ouatmani Settar de l'université de Béjaïa, Amar Bettache, un spécialiste de l'insurrection de 1871 et Ali Ahmed Chabane de l'université de Tamda (Tizi Ouzou) sont revenus sur le travail politique mené par les militants de la cause nationale pour aboutir au déclenchement de la guerre de Libération nationale, le 1<sup>er</sup> Novembre 1954.

T. K.

Biskra

### Le moudjahid Roberto Muniz Mahmoud honoré

Un hommage appuyé a été rendu au moudjahid Roberto Muniz dit Mahmoud l'Argentin, lundi soir à la Maison de la culture Ahmed Redha Houhou de Biskra, par l'association 1<sup>er</sup> Novembre 1954, à l'occasion de la commémoration du 62<sup>ème</sup> anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale.

Le président de l'association Mohamed Tibecheba a, à cette occasion, prononcé un discours dans lequel il a relaté le parcours de ce militant convaincu qui a fait connaître la cause algérienne et sa guerre d'indépendance en Argentine. Né en 1923 en Argentine, c'est en qualité de secrétaire général du parti ouvrier argentin que Roberto Muniz a eu ses premiers contacts avec les émissaires du FLN (Front de libération nationale) à Buenos Aires (Argentine) en 1956. S'imprégnant durant des mois du caractère spécifique de la Révolution algérienne, Roberto qu'on appellera par la suite Mahmoud finit par rejoindre les rangs de l'ALN (Armée de libération nationale) au Maroc où il s'occupait de l'aspect technique de la fabrication d'armes, avant de s'installer à Alger au lendemain de l'indépendance. L'association 1<sup>er</sup> Novembre 1954 a tenu à honorer «un moudjahid qui a toujours porté la cause algérienne dans son coeur» a indiqué M. Tibecheba, déplorant le fait que Roberto Mahmoud n'a pas pu faire le déplacement pour des raisons de santé.

Au cours de cette cérémonie, des cadeaux symboliques et des attestations de reconnaissance ont été remis au fils de Roberto Muniz.

R. H.

Projection honorifique d'"El-Bayadh, un voyage dans la mémoire

## Un film apprécié par le public

**L**e film "El-Bayadh, voyage dans la mémoire" du réalisateur Larbi Lakehal, projeté, à titre honorifique, à El-Bayadh, dans le cadre des festivités commémoratives du 62<sup>ème</sup> anniversaire du déclenchement de la Guerre de libération nationale, du 1<sup>er</sup> Novembre 1954, a été très apprécié par le public baydhi venu très nombreux.

La salle de conférences de l'institut national de la formation professionnelle et d'apprentissage de la ville d'El-Bayadh était lundi dans la soirée archicomble.

Le public a suivi avec beaucoup d'intérêt cette œuvre cinématographique racontant des épopées et hauts faits vécus par la

région durant la glorieuse Guerre de la libération nationale.

De nombreuses personnes ayant assisté à cette projection, dont les rôles ont été incarnés par les acteurs Noureddine Chellouch et Bahia Rachdi, ont apprécié cette œuvre témoignant des événements historiques endurés par la wilaya d'El-Bayadh durant la période coloniale de 1942 à 1962.

Le réalisateur et metteur en scène, Larbi Lakehal, a, en marge de cette projection honorifique, indiqué à l'APS qu'il "entend à travers cette œuvre mettre au jour une importante période du parcours militant et révolutionnaire de la wilaya d'El-Bayadh et braquer

les lumières sur de nombreux héros et braves personnalités de la région ayant combattu le colonialisme français pour que vive l'Algérie souveraine et indépendante".

Le scénario du film a été adapté du roman "Geryville ou les Sources Tariès" de l'auteur Moussaoui Bessayeh Rabia, en plus de la consultation d'autres sources académiques et témoignages de moudjahidine ayant vécu l'évènement, dont celui du moudjahid Boualeme Baki.

De nombreux acteurs, jeunes talents d'El-Bayadh notamment, ont pris part à ce film, aux côtés des vedettes du cinéma algérien.

K. L.

Maison de la culture Mustapha Khalef de Saïda

## Salon des arts plastiques sur la guerre de Libération nationale

**U**n Salon national des arts plastiques sur la guerre de Libération nationale s'est ouvert, mardi, à la Maison de la culture Mustapha Khalef de Saïda, avec la participation de 25 wilayas.

52 artistes prennent part à cette manifestation, organisée à l'occasion de la célébration du 62<sup>ème</sup> anniversaire de la Révolution, exposant des œuvres évoquant le combat héroïque du peuple algérien et autres toiles de peinture à l'huile représentant différentes écoles

artistiques, des portraits de chouhada et de moudjahidine et autres tableaux figuratifs.

Ce salon, dont la cérémonie d'ouverture a été présidée par le wali, Djelloul Boukarabila, comprend également un stand réservé aux dessins sur la guerre de Libération nationale d'élèves des écoles primaires de Saïda et d'adhérents de l'atelier des arts plastiques relevant de la Maison de la culture.

L'ouverture de cet événement de trois jours a été mar-

quée par un spectacle de fantasia exécuté merveilleusement par l'association Moulay Tayeb de la commune d'Ouled Khaled qui a gratifié le public d'exhibitions folkloriques sur fond de baroud, ainsi que de chants patriotiques interprétés par une chorale de la Maison de la culture.

«L'objectif de ce Salon national des arts plastiques est de rendre hommage à la Révolution du 1<sup>er</sup> Novembre 1954 et de créer un espace d'émulation et d'échanges

d'expériences entre les artistes des différentes wilayas du pays», a déclaré, à l'APS, la directrice de la Maison de la culture, Aïcha Douadi.

A Saïda, les festivités marquant le 62<sup>ème</sup> anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale ont été marquées par une cérémonie de recueillement à la mémoire des chouhada, un marathon organisé par la direction de la jeunesse et des sports et l'inauguration d'un nouveau siège de l'APC de Aïn Lahdjar.

Don de sang

# Près de 300.000 donneurs au premier semestre 2016

La Directrice de l'agence nationale du sang (ANS), Lynda Ould Kablia a indiqué dimanche à Alger que près de 300.000 donneurs avaient été enregistrés au premier semestre 2016.



Les examens sérologiques ont conclu à un contrôle positif au VIH Sida dans 0,05 % des cas, à l'hépatite B (0,23%), hépatite C (0,09 %), la syphilis (0,14%) pour cette même période.

La responsable a fait savoir que 215 centres de collecte de sang ont été mobilisés à l'échelle nationale dont 65 % fixes et 35% mobiles en recourant à 43 bus qui procèdent à la collecte conformément aux conditions de l'organisation mondiale de la santé (OMS).

Elle a rassuré que le sang collecté était analysé avant la transfusion pour éviter la transmission de maladies précisant

que 30 % du sang collecté était renouvelée périodiquement dans le cadre de la banque du sang pour assurer un approvisionnement durable et suffisant afin de satisfaire les besoins nationaux et faire face aux catastrophes.

Le mois du jeun a enregistré un grand engouement pour le don de sang avec un pic de 43.770 donneurs, a-t-elle fait remarquer expliquant cet élan par les valeurs de solidarité et d'entraide réaffirmées à la faveur de ce mois.

Le nombre de donneurs permanents a atteint 26 % soit une hausse de 2% par rapport à l'année 2015. 65 % du volume de sang collecté l'ont été

cette année au niveau des centres fixes et Alger intervient en première position du nombre de donneurs avant Constantine, Annaba, Oran et Bouira, a ajouté Mme. Ould Kablia. Grâce à l'esprit de solidarité et d'entraide des Algériens, l'Algérie occupe la première place en termes de nombre de donneurs au niveau maghrébin et africain, s'est elle encore félicitée rappelant que les campagnes de sensibilisation au don du sang menée par l'ANS avec le concours de la DGSN ont permis de collecter 11.000 poches de sang en 2016 contre 15.000 en 2015.

Les campagnes de sensibilisation au don de sang, organi-

sées par l'Agence nationale du sang en coordination avec la Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN) ont permis la collecte de 11.000 poches de sang en 2016 contre 15.000 poches en 2015, selon l'intervenante.

L'objectif de l'agence est d'assurer l'approvisionnement en sang pour tous les centres hospitaliers publics et privés au niveau national, a indiqué la responsable. Elle est également chargée de la formation des médecins et des paramédicaux outre l'encouragement de la recherche scientifique dans le domaine du sang.

S'agissant des cas d'épidémie à la suite d'une transfusion enregistrés dans certaines wilayas, la responsable a souligné qu'il s'agit de cas rares, ajoutant que des équipes médicales ont été chargées de mener une enquête dans ce sens. Pour sa part, le président de la Fédération algérienne des donneurs de sang (FADS), Kaddour Gherbi, a précisé que la célébration du 11e anniversaire de la journée du sang sous le slogan "Gloire à nos donneurs de sang", prévue initialement le 25 octobre en cours, a été reporté au 1 novembre pour coïncider avec la commémoration de l'anniversaire du déclenchement de la révolution.

M. Gherbi a souligné l'importance d'améliorer l'accueil des donneurs de sang et de prolonger le temps de don de sang à travers les centres de transfusion.

Le secrétaire général de la Fédération internationale de don de sang, docteur Sayeh Abdelmalek, a appelé à l'ancrage de la culture du don de sang chez les enfants en tant qu'acte humanitaire.

G. I.

À l'horizon 2030

## Le cancer pourrait tuer 5,5 millions de femmes par an dans le monde

Le cancer pourrait ôter la vie à 5,5 millions de femmes chaque année dans le monde à l'horizon 2030 soit près de 60% de plus par rapport à 2012, en raison de l'augmentation et du vieillissement de la population, selon un rapport de la Société américaine du cancer (ACS) publié mardi. Des efforts accrus d'éducation et de prévention sont essentiels pour endiguer ce fléau grandissant qui a tué 3,5 millions de femmes en 2012 (sur plus de 8 millions de décès au total), en majorité dans les pays en développement, selon ce rapport de la Société américaine du cancer rendu public lors du congrès mondial du cancer réuni à Paris jusqu'à jeudi. "Le poids du cancer augmente dans les pays à revenus faibles et moyens en raison du vieillissement et de la croissance de la population", a indiqué Sally Cowal, de l'ACS qui a compilé ce rapport avec le soutien du laboratoire pharmaceutique allemand Merck KGaA. Cette hausse est aussi attribuée à "l'augmentation de la prévalence (fréquence, ndr) des facteurs de risque de cancer connus liés à la transition économique rapide comme l'inactivité physique, une mauvaise alimentation, l'obésité et des facteurs reproductifs", comme par exemple avoir un premier enfant à un âge tardif, un des facteurs de risque du cancer du sein.

Reda A.

Office national d'appareillage et accessoires pour personnes handicapées

## 100 malades en bénéficient chaque mois

Pas moins de cent (100) malades sont orientés chaque mois, par l'antenne locale de la caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) de la wilaya de Tébessa, pour bénéficier des services de l'office national d'appareillage et accessoires pour personnes handicapées (ONAPH), a-t-on appris lundi auprès d'un cadre de cette caisse.

Des chaises roulantes, appareillages orthopédiques et des aides techniques à la marche pour personnes aux besoins spécifiques sont assurés par l'Onaph a précisé à l'APS, le chef du service des conventions, Mohamed Hicham soulignant que l'orientation de cette frange de la société se décide après le parachèvement des procédures administratives et des consultations médicales effectuées par la CNAS. Le responsable a ajouté que la Cnas a paraphé dix (10) conventions avec des entreprises de transport de statut privé pour assurer le transfert, chaque mois, de 840 malades, insuffisants rénaux vers les centres d'hémodialyse et des hôpitaux, aussi bien dans la région de Tébessa que vers des wilayas limitrophes, pour des séances d'hémodialyse. D'autres conventions ont été également signées avec quatre (4) autres sociétés pour des cures thermales au profit de dix (10) malades, affiliés à la Cnas, programmées chaque mois, a-t-on encore noté, ajoutant que d'autres malades assurés, au nombre de six (6) ont été récemment orientés par les services à compétence de la caisse vers des établissements de santé privés dans les wilayas d'Annaba, de Sétif et d'Alger pour effectuer des opérations chirurgicales.

Y. N.

En prévision de la carte Chiffa à Oran

## Appel des pharmaciens à accepter les attestations provisoires

Des responsables de la Casnos à Oran ont appelé, lundi, les pharmaciens conventionnés à accepter de servir les malades qui présentent les attestations délivrées en prévision de l'attribution de la carte Chiffa.

"Ils sont 50% à refuser de servir des malades chroniques, à qui on attribue des attestations provisoires d'une durée de deux mois renouvelables, en attendant de leur attribuer la carte Chiffa", a déploré la directrice de la Casnos à Oran, Karima Benhadjar, lors d'une journée de sensibilisation au profit des pharmaciens d'Oran.

Ils sont plus 2.500 malades chroniques qui continuent à faire valoir leur droit en matière de prestations de sécurité sociale par le biais de ces attestations, a-t-elle précisé ajoutant qu'ils représentent quelque 10% de l'ensemble des cotisants.

Le "refus" de cette catégorie de malades est dû, selon le président du

bureau d'Oran du Syndicat national algérien des pharmaciens d'officine (SNAPO), Houari Belaroussi, à un dysfonctionnement dans la mise à jour de ces malades dans la plateforme de Casnos.

"Certains pharmaciens servent ces malades et quand ils vont se faire rembourser, ils trouvent qu'ils ne figurent pas sur la plateforme", a-t-il expliqué.

Les responsables locaux de la Casnos ont organisé cette journée d'information pour informer les pharmaciens sur les nouveautés s'agissant de l'application "Pharmnos" qui gère le système de remboursement d'une part, et prendre connaissance des problèmes que rencontrent les pharmaciens dans sa mise en pratique, a-t-on indiqué.

"Même si le système présente des problèmes et des imperfections, il ne faut pas pénaliser le malade", a souligné Mme Benhadjar.

Le président du Snapo d'Oran a, pour sa part, informé les participants qu'une commission technique nationale a été récemment créée au niveau du syndicat pour discuter de tous les problèmes techniques que rencontrent les pharmaciens, notamment ceux qui concernent les systèmes informatiques de la Casnos et de la Cnas.

Cette commission nationale devra se réunir le 15 novembre pour tenter de trouver des solutions quant aux blocages constatés dans certaines applications, a-t-il dit, ajoutant que "les nouvelles applications mettront à jour les "abus" dans l'acquisition et la consommation du médicament, qui ne seront désormais plus tolérés".

A Oran, 520 pharmacies sont affiliées à la Casnos, en plus de 13 officines de l'ex Endimed (Entreprise nationale de distribution en détail des médicaments).

R. O.



Ouargla

# Le projet de la bande verte réalisé à près de 70 %

**Les travaux de réalisation de la bande verte projetée entre les dairas de Ouargla et Touggourt sur 162 km enregistrent un avancement de 70pc, ce qui permettra de livrer ce projet dans les délais fixés, a-t-on appris auprès des responsables de la conservation locale des forêts.**

Les travaux portent sur la plantation de 43.500 de plants d'oliviers de variétés (Sigoise et Chemlal) et 6.400 palmiers sur le territoire des communes de Hassi Benabdallah (75 km) et Hassi Messaoud (12 km), en outre la réalisation et l'équipement de neuf (9) puits d'irrigation et 83 bassins avec leur raccordement au réseau d'électricité ont été déjà achevés, a-t-on précisé.

L'opération, en cours d'exécution sur 33 km au niveau de la commune de N'goussa, qui cible la mise en terre de 7.500 plants d'oliviers est à 64 % contre un taux d'avancement estimé à 2 % en matière de la plantation de 120 palmiers, tandis que la tranche de la commune de El-Hadjira a connue un retard "signifiant" en raison d'un déficit de financement.

Ce projet, qui a nécessité une enveloppe globale de 1.9 milliards DA, dégagée du Budget de wilaya (BP), est l'un des plus importants projets retenus en faveur de la wilaya de Ouargla, au regard de ses perspectives.

Une fois réalisé, ce projet permettra de protéger la RN-3, dans son tronçon reliant Ouargla et Touggourt, de l'avancée des



sables et préserver la richesse animale, surtout les camélidés des accidents de la circulation. La future bande verte, contribuera également à la protection, l'extension et le renforcement de la production phoenicicole, en plus offrira des espaces verts et de repos aux usagers de cet axe routier.

Lancée en novembre 2013, l'opération a fait état d'un avancement de 73 % pour la plantation de 58.7000 de plants d'oliviers sur les 80.000 arbustes projetés et 42 %

pour la mise en terre de 8.400 palmiers sur 19.000 palmiers programmés, sachant que les opérations de réalisation de 18 puits d'irrigations et 172 bassins ont été déjà réalisées.

Le projet en question, qui a enregistré un manque en matière de la main d'œuvre qualifiée, a permis de générer quelque 800 emplois temporaires, a-t-on signalé à la conservation des forêts.

Bilal L.

Cours d'alphabétisation à Tindouf

## Ouverture "prochaine" d'écoles pilotes

Quatre écoles pilotes d'alphabétisation et d'enseignement pour adultes seront ouvertes «prochainement» dans la wilaya de Tindouf à l'initiative de l'association «Iqra», a-t-on appris lundi auprès de l'antenne locale de l'Office national d'alphabétisation et d'enseignement pour adultes (ONAEA).

Initiées en coordination avec le service de la formation de l'ONAEA, ces nouvelles structures seront créées dans les quartiers Ennasr, Selagua, Moussani et Ennahada, et seront encadrées par des membres de l'association et cadres de l'Office en vue de «prendre en charge le plus grand nombre

possible d'apprenants», a expliqué à l'APS le chef de service de la formation à l'antenne de l'ONAEA, Mustapha Belboukhar.

Plus de 230 apprenants, en majorité des femmes, ont bénéficié, durant la saison dernière, de cours d'alphabétisation sanctionnés par des certificats leur ouvrant droit à poursuivre, à distance, leurs études et de rejoindre pour certaines les établissements de la formation professionnelle, a-t-il ajouté.

Quelque 750 nouveaux inscrits, dont 250 admis en second niveau, devront suivre des cours d'alphabétisation, au titre de cette saison dans la wilaya de Tindouf, à la faveur du

programme de sensibilisation lancé par l'antenne de l'ONAEA pour attirer de nouveaux apprenants, a indiqué ce responsable. Une promotion forte de 29 apprenants ayant quitté les bancs de l'Office, «armés» de diplômes d'alphabétisation, poursuivent leurs études en cycle moyen par correspondance, selon la même source. L'association «Iqra» d'alphabétisation de la wilaya de Tindouf s'emploie à encadrer et accompagner les apprenants en vue d'atteindre les objectifs escomptés, a assuré le même responsable.

H. O.

Bouira

## Attribution de 170 logements LPA

■ Quelque 170 logements promotionnels aidés (LPA) ont été attribués mardi à leurs bénéficiaires dans la ville de Bouira, lors d'une cérémonie présidée par les autorités locales à l'occasion de la célébration du 62ème anniversaire du déclenchement de la guerre de libération nationale, a-t-on constaté.

La célébration de cette grande date historique de la révolution nationale a été marquée par une cérémonie grandiose lors de laquelle le premier responsable de la wilaya Mouloud Chérifi en compagnie des directeurs de l'exécutif ont remis les clés aux enseignants universitaires bénéficiaires du programme de 50 logements LPA, implantés près du pôle universitaire de la ville.

Réalisés par l'agence foncière de la

wilaya de Bouira pour une enveloppe financière de 220 millions de dinars, ces 50 logements sont destinés à des enseignants exerçant à l'université Akli Mohand Oulhadj de Bouira, a-t-on expliqué sur place.

Une cérémonie similaire a eu lieu près de la cité 140, à la sortie nord de la ville, où les autorités ont remis les clés aux bénéficiaires du programme de 150 logements LPA réalisés et achevés depuis plusieurs semaines pour un montant de près de 500 millions de dinars, selon la fiche technique du projet présenté au wali. Cette nouvelle cité de 150 logements a été baptisée du nom du chahid Hannit Saâdallah.

Par ailleurs, les autorités locales qui se sont rendues dans la matinée au carré des martyrs, où elles ont déposé une gerbe de

fleur et récité la Fatiha à la mémoire des chouhada de la guerre de libération nationale, ont inauguré un nouveau siège de la direction locale du tourisme et de l'artisanat traditionnel.

Toujours à l'occasion de la célébration du 62ème anniversaire du déclenchement de la guerre de libération nationale, les autorités de la wilaya ont baptisé le centre des personnes âgées du nom du chahid Kadi Melkhir.

D'autres quartiers et structures publics ont été également baptisés de nom de chouhada à l'image de la cité 50 logements portant le nom du martyr Kassimi Mohamed, et de la bibliothèque principale baptisée du nom de Saidani Rabah.

T. K.

Blida

## Remise des clés de mille logements à El Affroune

■ Une cérémonie de remise des clés de mille logements publics locatifs (LPL) a été abritée, mardi, par la commune d'Oued Djer de la daïra d'El Affroune (Blida), à l'occasion des festivités commémoratives du 62ème anniversaire du déclenchement de la Guerre de libération nationale. Le wali Abdelkader Bouazghi a présidé cette cérémonie de distribution, ayant profité à 600 familles de la commune d'El Affroune et 400 autres de celle d'Oued Djer. Quelque 42 unités de cette nouvelle cité d'habitation, baptisée à l'occasion au nom du chahid Hamia Mohamed Abdelkader, ont été destinées à des gardes communaux, et une dizaine à des éléments des forces d'autodéfense.

Selon le directeur du Logement de la wilaya, Benmeridja Abdelaziz, la nouvelle cité en question, englobant toutes les commodités vitales nécessaires, compte 1.200 unités LPL, dont 200 seront «bientôt attribuées à des citoyens de la commune de Mouzaia». Il a signalé, en outre, d'autres opérations de distribution de logements programmées «prochainement» à Larbaâ (1.270 unités), Meftah(500), Bouinane (450) et Soumaâ(400). Dans son intervention à l'occasion, le wali a souligné la coïncidence de l'opération avec la célébration du 62ème anniversaire du déclenchement de la Révolution de Novembre par nos vaillants chouahad, ajoutant qu'il s'agit là d'un «petit échantillon seulement» des grandes réalisations consacrées, à travers le pays, dans les domaines de l'habitat, des routes, de la santé, et visant dans leur ensemble à «assurer une vie digne au citoyen algérien». Il n'a pas manqué d'appeler les habitants de cette nouvelle cité à «s'organiser en associations, en vue d'entretenir cet acquis social». Ces festivités du 11 novembre ont, également, donné lieu à l'inauguration du projet de dédoublement du tronçon de la RN1 reliant Chiffa et Blida, sur une distance de 3 km.

Riad D.

Illizi

## Des contrats de travail remis aux diplômés de la formation professionnelle

■ Un total de 24 jeunes diplômés du secteur de la formation professionnelle dans la circonscription administrative de Djanet (wilaya de Illizi) ont bénéficié de contrats de travail offerts par Shariket El-Kahraba Wa Takat El-Moutadjadida (SKTM-filiale du groupe sonelgaz), a-t-on appris lundi auprès des responsables locaux du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels. Intervenant en application d'une convention de partenariat signée entre les deux organismes, la remise de ces contrats aux jeunes diplômés a eu lieu, lors d'une cérémonie organisée à l'Institut national spécialisé de la formation professionnelle (INSFP) Brahim Ag Bekda à Djanet, en présence des autorités locales ainsi que des responsables du secteur et le représentant du Président-directeur général (PDG) de l'entreprise. Les jeunes bénéficiaires ont accueilli avec «satisfaction» cette initiative qui concerne notamment des diplômés en électrotechnique et en gestion des stocks. L'opération, entre dans le cadre de la stratégie du secteur visant à assurer une meilleure insertion professionnelle des jeunes diplômés et répondre aux exigences du marché de l'emploi en matière de main d'œuvre qualifiée, en coordination avec les différents partenaires, a-t-on fait savoir. Dans le même sillage, la nouvelle rentrée a été marquée, également par le recrutement de sept (7) diplômés dans les secteurs des travaux publics et de l'action sociale au titre d'une convention similaire, a-t-on signalé. Cette initiative, est la troisième du genre au niveau de la wilaya de Illizi, après celles qui se sont soldées par le placement de quelque 150 jeunes diplômés du secteur de la formation et d'enseignement professionnels au niveau de différentes entreprises relevant du Groupe Sonelgaz et l'Entreprise nationale de canalisation (ENAC), selon la même source.

G. K.



# CONFLITS ▶▶

Irak

## La bataille de Mossoul s'intensifie, inquiétudes pour les civils

Des organisations humanitaires s'inquiétaient hier du sort de plus d'un million de civils pris au piège à Mossoul, alors que les combats s'intensifiaient à la périphérie du bastion du groupe État islamique (EI).



Les jihadistes tentaient notamment de résister aux forces d'élite du contreterrorisme (CTS) dans le village de Gogjali, à la sortie est de Mossoul, a constaté un journaliste de l'AFP.

Le crépitement des armes automatiques était entendu à l'arrière de la ligne de front, située à environ 600 m de la deuxième ville d'Irak.

Dans la zone déjà conquise de Gogjali, un soldat irakien brandit un drapeau noir de l'organisation jihadiste. "On l'a enlevé et on a planté le drapeau irakien à la place", explique Mohammed Ali qui, comme ses camarades, cherche à déloger les derniers jihadistes.

Déjà, des habitants ressortent dans la rue, après s'être calfeutrés chez eux.

C'est au sud de Gogjali que, selon l'armée, les forces irakiennes ont pénétré mardi dans Mossoul proprement dite pour la première fois depuis la prise de la ville par l'EI en juin 2014.

Ces forces, soutenues par la coalition internationale menée par Washington, n'ont pas encore établi une tête de pont dans la ville. Mais la présence de soldats dans l'agglomération marque le "véritable" coup d'envoi de la bataille de Mossoul, a précisé un responsable militaire.

Sur les autres fronts, les forces irakiennes étaient mercredi à deux kilomètres au nord de la ville alors que celles attaquant du sud, qui ont le plus de terrain à couvrir, s'approchaient de Hamam al-Alil, à une trentaine de kilomètres de Mossoul.

La plupart des responsables

tablent sur une opération longue car l'EI a eu deux ans pour se préparer à défendre Mossoul, où le groupe extrémiste a déclaré en juin 2014 son "califat".

Les quelque 4.000 à 7.000 jihadistes présents dans la zone (dont 3.000 à 5.000 dans Mossoul) ont déjà prouvé qu'ils vendront chèrement leur peau face aux dizaines de milliers de membres des forces irakiennes.

Depuis le 17 octobre, ces forces ont déjà eu à faire face à de nombreux attentats-suicides, d'engins piégés et de tirs de mortiers.

Mardi, les forces irakiennes ont d'ailleurs pu déjouer un attentat suicide grâce à un émetteur radio pris aux jihadistes.

"J'ai laissé (les kamikazes) derrière la butte de terre. Dès qu'ils (les forces irakiennes) avan-

cent, ils (les kamikazes) sortiront à leur rencontre", a dit un jihadiste sur les ondes, dans une conversation entendue par un journaliste de l'AFP présent avec l'armée.

Un officier a alors ordonné à deux véhicules militaires de s'approcher pour faire sortir ces candidats au suicide de leur cachette puis de rebrousser chemin pour les laisser exposés à une attaque. Une frappe aérienne a ensuite scellé leur sort.

Maintenant que les forces irakiennes sont en position d'entamer le combat dans des zones densément peuplées, les organisations humanitaires se préparent à une fuite massive des habitants et appellent à l'ouverture des couloirs sécurisés pour les évacuer.

Plus de 20.000 personnes ont déjà été déplacées depuis le début le 17 octobre, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Mais ce chiffre pourrait rapidement exploser.

"Nous nous préparons à présent pour le pire. Les vies de 1,2 million de civils sont en grand danger et l'avenir de l'Irak tout entier est maintenant en jeu", s'est alarmé le directeur pour l'Irak du Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC).

"Les habitants ont pendant près de deux ans et demi vécu un cauchemar terrifiant et ininterrompu. Nous avons tous à présent la responsabilité de mettre un terme à cela", a ajouté Wolfgang Gressmann.

AFP

Syrie

## Poutine ordonne une pause humanitaire à Alep

Le président russe Vladimir Poutine a décidé hier d'introduire vendredi une nouvelle pause humanitaire de 10 h à Alep, deuxième ville syrienne ravagée par des bombardements, a annoncé hier l'armée russe dans un communiqué.

"Une décision a été prise de mettre en place à Alep une «pause humanitaire» le 4 novembre de 09h00 à 19h00» locale (de 06h00 à 16h00 GMT), a déclaré le chef de l'état-major russe, Valéri Guerassimov.

Cette décision a été prise en accord avec les autorités syriennes, a-t-il précisé.

Une première trêve humanitaire de trois jours mise en place à Alep par l'armée russe et syrienne, qui prévoyait l'arrêt de tous les tirs dans cette ville divisée, a expiré le 22 octobre sans avoir permis l'évacuation de civils et de blessés ni le retrait des combattants.

Huit couloirs humanitaires créés à ces fins sont restés quasiment déserts.

"Tous les couloirs humanitaires mis en place auparavant vont continuer de fonctionner pour la sortie de civils et de combattants", a précisé le général Guerassimov.

"Vu que nos collègues américains sont incapables de séparer l'opposition des terroristes, nous nous adressons directement aux leaders de tous les groupes armés et les appelons à mettre fin aux combats et à quitter Alep avec leurs armes", a-t-il souligné.

L'armée syrienne, soutenue par l'aviation russe, a lancé le 22 septembre une vaste offensive pour reprendre les quartiers est d'Alep, seconde ville de Syrie divisée entre les forces gouvernementales et les rebelles armés depuis 2012.

Depuis le 18 octobre, la Russie a cependant interrompu ses bombardements aériens à Alep en «geste de bonne volonté» pour permettre aux agences humanitaires d'évacuer des civils et aux combattants de se retirer de la ville.

Vendredi dernier, le Kremlin avait annoncé que le président Poutine «ne considérait pas opportun actuellement de reprendre les frappes aériennes à Alep» et jugeait «nécessaire de prolonger une pause humanitaire», malgré une vaste offensive lancée par les rebelles.

Toutefois, «s'il le faut, pour mettre fin aux actions provocatrices des groupes terroristes, la Russie se réserve le droit de recourir à tous les moyens dont elle dispose pour soutenir les forces armées syriennes», avait alors expliqué à la presse, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov.

G. L.

AFP

Afghanistan

## Les pertes des forces de sécurité atteignent un niveau inquiétant

Les chefs militaires américains veulent croire que les forces afghanes peuvent tenir le pays face aux talibans, mais les pertes de l'armée et de la police afghane ont atteint un niveau inquiétant.

"Cette saison de combats est très difficile" pour les forces de sécurité afghanes, reconnaissait la semaine dernière le général Joe Votel, chef des forces américaines au Moyen-Orient, en visitant le quartier général des forces de l'Otan à Kaboul.

La mission de combat des forces de l'Otan en Afghanistan s'est arrêtée fin décembre 2014, laissant aux seules forces afghanes la responsabilité de faire face aux talibans.

En 2015, pour la première année aux commandes face aux rebelles islamistes, les forces afghanes ont perdu environ 5.000 hommes, tandis que 15.000 étaient blessés.

En 2016, alors que la saison de combat n'est pas encore terminée, les pertes sont supérieures: 5.523 tués entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 19 août, selon les services de l'inspecteur général pour la reconstruction de l'Afghanistan (Sigar), un organisme américain.

A titre de comparaison, les forces américaines ont perdu 1.832 soldats en Afghanistan depuis octobre 2001.

Pourtant, les généraux américains continuent d'afficher leur espoir que les forces afghanes tiendront bon.

Les Afghans "ont empêché les talibans et leurs alliés de remplir leurs objectifs", a affirmé

le général Votel. "Il a fallu payer le prix", mais "les forces afghanes, particulièrement l'armée, ont démontré une grande résilience".

Selon le général John Nicholson, qui commande les forces de l'Otan sur place, les pertes afghanes contribuent à expliquer le sous-effectif persistant des forces de sécurité locales.

L'armée afghane compte par exemple 170.000 hommes, alors que l'objectif est de 190.000 hommes.

"A cause de ces pertes élevées, nous n'arrivons pas à résorber" l'écart, a-t-il expliqué.

Pour le général américain, la fréquence médiocrité des cadres de l'armée afghane et une corruption endémique contribuent aussi au manque d'attractivité des forces de sécurité.

"Ces jeunes policiers qui meurent sur les checkpoints n'ont parfois pas suffisamment d'eau, de nourriture ou de munitions, et leur chefs ne sont pas toujours avec eux", a-t-il indiqué. L'inspecteur général pour l'Afghanistan, pourtant généralement peu suspect de complaisance pour l'administration afghane, note cependant que le moral des troupes paraît rester correct, avec 75% d'entre elles estimant être bien traitées, et 90% satisfaites de leur salaire.

15 ans après le début de l'intervention militaire américaine dans la foulée des attentats du 11-Septembre, la stabilité du pays ne semble toujours tenir qu'à un fil, malgré les centaines de milliards de dollars dépensés par

Washington.

Barack Obama espérait terminer son mandat avec une force résiduelle de 1.000 soldats américains en Afghanistan, mais il a dû revoir à la baisse ses objectifs devant l'ampleur des coups portés par les talibans.

En 2017, il y aura toujours 8.400 soldats américains, qui ont en principe un rôle de conseil et de formation... mais continuent en réalité d'apporter des coups de main décisifs dans les combats via les forces spéciales.

Le Sigar estime aujourd'hui que 63,4% des districts du pays sont sous le contrôle ou l'influence du gouvernement afghan, un tassement sur les 65,6% de l'estimation précédente il y a trois mois.

Les militaires américains estiment de leur côté que le gouvernement afghan contrôle environ 70% de la population. Les talibans contrôlent 10% de la population, et le reste est l'enjeu des combats actuels.

Malgré au moins sept offensives des talibans sur des agglomérations comme Kunduz, Lashkar Gah (capitale du Helmand) ou Tarinkot (capitale de l'Uruzgan), "aucune de ces villes n'est tombée", souligne le général Charles Cleveland, qui dirige la communication des forces de l'Otan en Afghanistan.

"La défense des forces afghanes n'a pas été parfaite, ce n'était pas forcément beau à voir, mais au final, elle sont réussies et elles ont défendu ces villes", a-t-il affirmé.

Mozambique

# Au moins trois responsables politiques assassinés en une semaine

Au moins trois responsables politiques du parti au pouvoir et de l'opposition ont été tués au Mozambique en moins d'une semaine, a annoncé mardi la police, au moment où les pourparlers de paix entre gouvernement et opposition s'enlisent.



**A**rao Chiguemane et Antonio Macurreia, deux représentants locaux du Frelimo, le parti au pouvoir au Mozambique depuis l'indépendance en 1975, ont été assassinés samedi à Mutua (centre) par "une dizaine de bandits armés de la Renamo (opposition)", a déclaré le porte-parole de la police, Inacio Dina, lors d'une conférence de presse mardi à Maputo.

"Ils ont été enlevés, séquestrés et tués. Un troisième homme, qui a été blessé, a réussi à fuir et a confirmé que les bandits se revendiquaient de la Renamo", a précisé le

porte-parole à l'AFP. Moins de 24 h plus tard, Juma Ramos, le chef de la Renamo à l'assemblée provinciale de Sofala (centre) a été tué par balles par deux hommes non identifiés à Beira, le deuxième ville du pays, à 50 km du premier incident, a ajouté M. Dina.

Selon la Renamo, un quatrième homme, Luciano Augusto, un ancien guérillero et membre du parti, a également été assassiné chez lui à Gurulé (nord) jeudi dernier.

"Les escadrons de la mort du Frelimo sont les responsables" de ces assassinats, a affirmé mardi à l'AFP le porte-parole du parti, Antonio

Muchanga, faisant référence à des milices gouvernementales qui sillonnent les bastions de l'opposition pour éliminer les partisans de la Renamo.

Le Frelimo et le gouvernement ont rejeté ces accusations et attribuent en retour à la Renamo des attaques dans le centre du pays qui paralysent quasiment l'activité de la région.

La Renamo, principal parti d'opposition et ancienne rébellion de la guerre civile mozambicaine (1976-1992), a repris les armes en 2013 pour contester la mainmise du Frelimo sur le pouvoir.

Vendredi, les pourparlers

entre le gouvernement et la Renamo qui se tiennent depuis fin mai dans la capitale mozambicaine en présence de médiateurs internationaux ont été suspendus pour quinze jours sans réelle avancée.

Le processus de paix est fragilisé ces dernières semaines, depuis l'assassinat de l'un des négociateurs de la Renamo le 8 octobre et l'échec d'une rencontre entre le leader de la Renamo Afonso Dhlakama et deux représentants de la médiation à Gorongosa (centre), où il vit caché depuis un an.

AFP

Niger

## 18 morts dans des affrontements entre agriculteurs

Au moins 18 personnes ont été tuées et 43 autres blessées mardi au Niger dans des affrontements entre des agriculteurs et des éleveurs près de Bangui, une localité de la région de Tahoua (ouest), a indiqué un communiqué du ministère de l'Intérieur.

"Cette bagarre s'est soldée par un bilan tragique de 18 morts, 43 blessés et plusieurs maisons incendiées", selon le texte du communiqué.

"Le calme est revenu" grâce "au déploiement des forces de défense et de sécurité", et "des patrouilles pour assurer la sécurité des biens et des personnes", a-t-on ajouté de même source. Le ministère, qui a "lancé un appel au calme et à la sérénité", annonce également l'ouverture "d'enquêtes" en promettant que "tous les coupables" de "ces actes atroces" seront "arrêtés et poursuivis en justice". Les affrontements "à l'arme blanche ont éclaté dans la matinée, lorsqu'un troupeau de bovins appartenant à un éleveur a dévasté un champ de céréales", selon des déclarations au téléphone d'un élu local à l'AFP sous couvert de l'anonymat. "C'est la mort du propriétaire du champ, dans une première altercation, qui a mis le feu au poudre", a-t-il précisé, déplorant "un nombre important d'enfants et de femmes parmi les morts". "Les affrontements étaient d'une rare violence, c'était très barbare", s'est indigné cet élu. Les conflits entre les agriculteurs et éleveurs sont récurrents au Niger, notamment pendant la période des récoltes qui coïncide également avec les mouvements du bétail vers les grandes aires de pâturage.

Pays très sec, le Niger est souvent frappé par de graves crises alimentaires principalement dues à la sécheresse. Mi-novembre 2014, 10 personnes ont été tuées et 13 autres blessées lors d'une bagarre entre éleveurs Peuls et agriculteurs haoussa près de Birni-N'koni, dans la même région de Tahoua. Agence

Somalie

## Cinq civils décapités par "des shebabs"

Cinq civils ont été "décapités" par "des shababs" dans la ville de Tiyeglow, dans la région de Bakool, dans le sud-ouest de la Somalie, a annoncé mardi le député Mohamed Hussein Isak.

Les shebabs avaient arrêté ces hommes le 27 octobre après le départ des troupes éthiopiennes, qui font partie de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), et les ont tués lundi soir, a indiqué M. Isak à la presse. Les shebabs ont pris le contrôle de la ville après le départ des troupes éthiopiennes la semaine dernière, profitant du manque d'appui aux opérations contre le groupe terroriste.

"La situation dans la ville de Tiyeglow est absolument terrifiante. Cinq civils, dont des hommes d'affaires et des universitaires, ont été décapités à l'extérieur de la ville par des shebabs. [...] Leurs corps ont été retrouvés à l'extérieur de la ville", a expliqué M. Hussein, ajoutant que les proches des victimes sont portés disparus depuis le 27 octobre.

M. Hussein a expliqué que des centaines de familles avaient fui Tiyeglow pour Hudur, chef-lieu de Bakool. "Des efforts sont en cours pour reprendre le contrôle de la ville (de Tiyeglow)", a-t-il ajouté. L'AMISOM aide le gouvernement somalien à combattre les shebabs, mais l'Union européenne a annoncé cette année une baisse du financement accordé à ses troupes. Riad D.

Côte d'Ivoire

# Adoption d'une nouvelle Constitution

**L**es électeurs ivoiriens ont adopté à une très large majorité de 93,42% la nouvelle Constitution soumise par le président Alassane Ouattara à un référendum, a annoncé mardi la commission électorale.

Le président de la commission Youssouf Bakayoko a précisé dans une intervention à la télévision nationale que le taux de participation pour le scrutin qui s'est déroulée dimanche était de 42,41%.

Alassane Ouattara a justifié son initiative en expliquant que la nouvelle loi fondamentale aidera la Côte d'Ivoire à tourner la page d'une décennie de violences qui avaient culminé avec une guerre civile en 2011.

Pour l'opposition qui avait appelé au boycott, cette consultation référendaire était un stratagème politique afin de permettre à la coalition soutenant le chef de l'Etat de renforcer sa position.

Compte tenu de la consigne des opposants, l'issue du référendum faisait peu de doute et l'enjeu principal concernait la participation, indicateur du soutien de l'opinion publique à cette mesure.

"La participation a été truquée. Elle ne correspond pas à la réalité. La participation était bien en dessous de 10%", a affirmé Pascal Affi N'Guessan, chef du Front populaire ivoirien (FPI) de l'ancien président Laurent Gbagbo. La Constitution, a-t-il ajouté, "n'est pas légitime parce que le peuple l'a rejetée".

Un porte-parole d'une faction rivale du FPI a également affirmé que la participation avait été "fabriquée".

Le nombre de votants dans certaines circonscriptions est apparu nettement inférieur à celui de l'an passé lors de la présidentielle à laquelle ont participé 53% des électeurs ivoiriens.

La nouvelle Constitution supprime notamment la clause d'"ivoirité", soit l'obligation faite aux candidats à la présidence de la République d'avoir des parents nés ivoiriens.

Cette clause est depuis longtemps source de tensions en Côte d'Ivoire, pays à forte immigration étrangère. Elle a surtout été brandie par les adversaires de l'actuel chef de l'Etat pour l'empêcher de se présenter à la présidentielle.

Alassane Ouattara avait promis l'an dernier lors de la campagne en vue de sa réélection qu'il ferait abolir cette clause, afin de tourner la page sur plus d'une décennie de violences politiques qui ont tourné à la guerre civile en 2002-2003 puis en 2010-2011, quand le président sortant, Laurent Gbagbo, contestait la victoire de son rival au scrutin de novembre 2010.

La réforme fixe en outre de nouvelles normes pour une révision de la Constitution, qui n'exigerait plus la tenue d'un référendum mais un simple vote des Parlementaires à la majorité qualifiée des deux tiers. Des groupes de défense des droits de l'homme y voient un risque potentiel.

De même, des organisations de la société civile et des diplomates ont critiqué le processus constituant, regrettant une absence de transparence dans l'élaboration du texte et un calendrier trop serré: depuis son approbation par les députés, les électeurs n'ont eu qu'une vingtaine de jours pour se faire un avis sur ses 184 articles.

AFP

Soudan du Sud

# Rapport accablant sur les Casques bleus, leur commandant limogé

Les Casques bleus au Soudan du Sud ont réagi de manière "chaotique et inefficace" aux violences de juillet à Juba et n'ont pas su protéger les civils d'agressions sexuelles, selon un rapport de l'ONU publié mardi et qui a conduit au limogement de leur commandant.



L'ONU a annoncé le "remplacement immédiat" du commandant de la force de l'ONU sur place (Minuss), le général kenyan Johnson Mogoia Kimani Ondieki.

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon s'est déclaré "profondément affligé" par les conclusions du rapport d'enquête et "inquiet des graves lacunes identifiées".

Le rapport souligne que la force onusienne "a échoué à répondre" à l'incursion le 11 juillet de soldats sud-soudanais dans un hôtel abritant des employés d'organisations internationales et proche d'une base des Nations unies.

Selon l'organisation Human Rights Watch, plusieurs employées étrangères avaient été violées et un journaliste sud-soudanais abattu devant témoins.

L'enquête, dirigée par le général néerlandais à la retraite Patrick Cammaert, met en cause des lacunes de commandement, "le manque de préparation" des Casques bleus face à l'imminence prévisible d'une reprise des affrontements entre forces gouvernementales et rebelles sud-soudanais et une "aversion aux risques" les rendant réticents à user de la force pour protéger les civils.

Même deux mois après la fin des affrontements de juillet à Juba, note le rapport, la force de l'ONU ne patrouillait pas régulièrement à pied ou de nuit hors de ses bases.

Et quand les Casques bleus patrouillaient, ils se contentaient de "surveiller les alentours derrière les minuscules vitres de leurs véhicules blindés", ce qui les rendait "incapables de repérer des responsables de violences sexuelles" ou de rassurer la population

locale. Les enquêteurs n'ont pas trouvé de preuve que des Casques bleus aient refusé d'intervenir face à "des actes de violence sexuelle se produisant sous leurs yeux les 17 et 18 juillet", comme l'affirmaient des ONG.

Le rapport souligne cependant "les piètres performances" des Casques bleus quand il s'agit de défendre des civils menacés à proximité de leurs bases.

Le 2 septembre par exemple, une femme agressée à quelques mètres de l'entrée d'une base avait appelé en vain à l'aide des soldats et policiers de la Minuss, avant que des officiers de la force n'interviennent finalement.

L'ONU avait recensé au moins 200 cas de viols de Sud-Soudanaises dans la capitale pour le seul mois de juillet, perpétrés par des hommes en uniforme, notamment issus des

troupes du président Salva Kiir.

Des combats meurtriers avaient opposé du 8 au 11 juillet les troupes du président Kiir à celles de l'ex-chef rebelle et alors vice-président du pays, Riek Machar.

Les Casques bleus de la Minuss, au nombre de 13.500 environ, avaient déjà été vivement critiqués pour leur comportement lors de l'attaque meurtrière d'un camp des Nations unies à Malakal (nord-est du Soudan du Sud) en février.

Une précédente enquête interne avait conclu que certains d'entre eux avaient abandonné leur poste ou refusé de défendre les civils par la force.

Près de 200.000 civils déplacés par la guerre civile qui ravage le Soudan du Sud depuis près de trois ans ont trouvé refuge dans six camps onusiens dans tout le pays.

AFP

## Meurtre de près de 40 civils en Centrafrique L'ONU réclame une enquête

< L'ONU a appelé les autorités centrafricaines à ouvrir une enquête suivie de poursuites judiciaires, après des violences ayant causé près d'une quarantaine de morts en mi-octobre à Kaga-Bandoro (Centre), attribuées aux ex-rebelles de la Séléka et leurs rivaux des miliciens anti-Balakas.

"La MINUSCA recommande au gouvernement centrafricain de lutter contre l'impunité des abus graves des droits de l'Homme commis récemment et dans le passé à Kaga-Bandoro, notamment en s'assurant que les enquêtes déjà ouvertes arrivent à leur terme et que des poursuites soient initiées dans les meilleurs délais", souligne dans un communiqué de presse la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA). Avec Bambari et Bria, la ville de Kaga-Bandoro abrite une base régionale de la MINUSCA, opérationnelle depuis septembre 2014 dans le but d'aider à mettre un terme à la crise survenue depuis la prise du pouvoir de l'ex-alliance rebelle de la Séléka en mars 2013 à Bangui.

Cette localité comme beaucoup d'autres parties du territoire centrafricain aussi continue de subir des violences, principalement dues aux attaques lancées par des groupes armés parmi lesquels l'ex-rébellion aujourd'hui divisée en plusieurs factions et les milices anti-Balakas, rapporte la MINUSCA.

Dans son rapport publié lundi, la mission de paix établit un bilan de "37 civils tués, dont quatre femmes, deux garçons, une fille et un bébé" lors de tels événements entre le 12 et 15 octobre dans cette ville.

"En outre, 60 civils, dont 22 femmes et quatre enfants ont été blessés, tandis que plus de 10.000 civils ont été contraints de fuir, dont la plupart ont besoin d'assistance humanitaire.

Par ailleurs, quelque 400 tentes du camp de déplacés, 130 maisons dans la ville de Kaga-Bandoro et 21 autres habitations sur l'axe Kaga-Bandoro-Botto, ont été brûlés", précise-elle encore.

La force onusienne impute la responsabilité de ces exactions au Front populaire pour la renaissance centrafricaine (RPRC) et au Mouvement patriotique pour la Centrafrique (MPC), deux factions dissidentes de l'ex-coalition rebelle de la Séléka à dominante musulmane dirigées par Saleh Zabadi et Al Khatim, puis aux milices chrétiennes anti-Balakas commandées par Bertrand Gazamodo et Ledger Ngaya.

Le pouvoir de Bangui a récemment annoncé l'opérationnalisation imminente d'une cour pénale spéciale, annoncée depuis 2014, pour statuer sur les crimes de sang enregistrés pendant la crise qui perdure sept mois après l'accession à la magistrature suprême de Faustin Archange Touadéra, élu le 14 février.

R. A.

Génocide

## Une commission rwandaise accuse 22 officiers supérieurs français

Une commission rwandaise a publié une liste de 22 officiers supérieurs français qu'elle accuse d'implication dans le génocide de 1994, en réponse à la décision de deux juges français de relancer l'enquête sur l'attentat contre l'ex-président Juvénal Habyarimana.

"Des hauts-gradés français et des personnalités politiques ont commis au Rwanda des crimes très graves", accuse la Commission nationale de lutte contre le génocide (CNLG) dans un rapport transmis mardi à l'AFP et intitulé "La manipulation du dossier de l'avion d'Habyarimana, une occultation des responsabilités françaises dans le génocide".

Le Rwanda accuse depuis des années la France de participation au génocide, qui a fait environ 800.000 morts, essentiellement parmi la minorité tutsi. L'attentat du 6 avril 1994 contre l'avion présidentiel, au cours duquel fut tué le président hutu Juvénal Habyarimana, est considéré comme l'événement déclencheur de ce génocide.

Mais la relation houleuse entre les deux pays a pris un nouveau tournant depuis que la justice française a rouvert une enquête afin d'entendre le témoignage d'un ancien chef d'État-major rwandais, qui accuse l'actuel président Paul Kagame d'avoir été l'instigateur de l'attentat contre M. Habyarimana.

Selon la CNLG, la récente décision française de relancer l'enquête sur l'attentat contre l'avion de M. Habyarimana le 6 avril 1994 "vise à camoufler" la responsabilité française dans le génocide. Cette commission a dressé une liste de 22 officiers supérieurs français qu'elle accuse de complicité mais aussi de participation aux massacres. "Des acteurs français ont été impliqués dans le génocide en tant qu'auteurs et complices", affirme la CNLG.

Parmi eux, le général Jacques Lanxade, ancien chef d'État-major de l'armée française, et le général Jean-Claude Lafourcade, qui commandait la force Turquoise déployée le 22 juin 1994 au

Rwanda sous mandat de l'ONU.

Au Rwanda, une commission d'enquête a imputé l'attentat contre M. Habyarimana à des extrémistes hutu voulant se débarrasser d'un président jugé trop modéré.

En France, l'enquête ouverte à Paris après la plainte des familles de l'équipage, composé de Français, avait été close en janvier et une demande de non-lieu soumise par la défense de sept protagonistes mis en examen. Mais les juges français ont décidé de relancer leur enquête pour entendre l'ancien chef d'État-major rwandais Faustin Kayumba Nyamwasa, avait appris l'AFP de sources concordantes début

octobre.

Cette décision avait provoqué la colère de Kigali alors que ce dossier avait déjà provoqué entre 2006 et 2009 une rupture des relations diplomatiques avec Paris. Le 10 octobre, M. Kagame a notamment menacé la France d'une nouvelle rupture diplomatique.

Contacté par l'AFP, le ministre rwandais de la justice Johnston Busingye a assuré que le travail de la CNLG "n'est pas une enquête (des autorités) du Rwanda", tout en estimant que cette liste pouvait être "d'un grand intérêt pour les organismes d'enquête et de poursuite nationales, et pour le public français et rwandais".

AFP

À une semaine de l'élection

# Clinton multiplie ses attaques contre Trump

**A** une semaine de l'élection présidentielle américaine, Hillary Clinton a multiplié mardi ses attaques contre Donald Trump en Floride, Etat indispensable au républicain s'il veut l'emporter, même si ailleurs les sondages se resserrent. Un nouveau sondage mardi soir est venu galvaniser la candidate démocrate, qui reste favorite dans la course à la Maison Blanche. Il la donne à 48% contre 40% pour M. Trump, parmi les électeurs qui ont déjà voté en Floride. 28% des républicains ont voté pour elle, selon ce sondage de TargetSmart et de l'université William & Mary, cependant limité à un petit échantillon d'électeurs.

La moyenne des récents sondages dans cet Etat du sud qui est le gros lot de tous les Etats-clés, situait jusqu'à présent M. Trump en tête, à 45,5% contre 44,5% pour Mme Clinton. La voix éraillée, la démocrate de 69 ans semblait confiante mardi soir, tirant à boulets rouges sur son adversaire républicain. «Il a fait la preuve qu'il n'a pas le tempérament et les qualifications pour être président», a-t-elle déclaré, lors de son dernier meeting du jour à Fort Lauderdale.

M. Trump était lui ragaillardé par un autre sondage ABC-Washington Post, le donnant à 46% des intentions de vote, contre 45% à Mme Clinton au niveau national.

«Nous allons regagner la Maison Blanche», a-t-il assuré lors d'étapes dans deux Etats historiquement démocrates, la Pennsylvanie et le Wisconsin, espérant y arracher une improbable victoire pour se frayer un chemin jusqu'à la Maison Blanche.

«Les Clinton sont le passé sordide, nous sommes l'avenir brillant et propre», a-t-il martelé à Eau Claire (Wisconsin) devant des milliers de supporters survoltés, scandant «enfermez-la» quand le milliardaire populiste parlait d'Hillary Clinton, qu'il a décrite



comme menteuse et corrompue. Lui qui récemment ne croyait plus aux sondages, les a de nouveau cités pour dire qu'il était «en hausse un peu partout». Après la réouverture surprise par le FBI de l'affaire des emails de Mme Clinton ce week-end, il a dénoncé, en dépit de l'absence de toute information en ce sens, une adversaire «confrontée à des problèmes judiciaires croissants». Mme Clinton pensait dans les derniers jours développer un message rassembleur après une campagne particulièrement agressive qui a heurté et divisé les Américains. Après l'annonce du FBI, elle a changé de script, revenant aux attaques tous

azimuts contre Trump.

Lors d'un meeting à Dade City, elle a été présentée par Alicia Machado, ex Miss Univers 1996 à l'époque humiliée par M. Trump pour avoir grossi. Mme Clinton a fait le florilège des propos outranciers, insultants et sexistes de son adversaire.

«Il a passé sa vie à dénigrer, dégrader, insulter et aggraver les femmes», a-t-elle déclaré, mettant en garde contre un candidat qui «insulte plus de la moitié de la population». Elle a rappelé l'enregistrement où M. Trump se vantait de pouvoir tout faire à une femme car il est une star. Douze femmes l'ont accusé de gestes sexuels déplacés.

«Il nous a montré qui il était vraiment. Mardi, montrons-lui qui nous sommes», a martelé Hillary Clinton.

Un peu plus tard, à Sanford, elle a attaqué le milliardaire populiste sur ses impôts, dénonçant un «schéma douteux», évoqué par le New York Times, pour ne pas en payer. A part ABC, les autres enquêtes d'opinion publique donnent toujours l'avantage à la démocrate, mais leur moyenne établie par le site Real Clear Politics ne place plus Mme Clinton qu'à 2,2 points devant son adversaire (45,3% contre 43,1%) au niveau national.

AFP

## Chine

### 33 morts à la suite d'un coup de grisou dans une mine de charbon

■ Le coup de grisou survenu lundi dans une mine de charbon du sud-ouest de la Chine a coûté la vie à 33 mineurs, selon un bilan définitif rapporté mercredi par l'agence de presse Chine nouvelle, les corps de 15 mineurs portés disparus ayant été retrouvés sans vie. Les corps des dernières victimes ont été retrouvés mercredi matin par les sauveteurs dans la mine de Jinshangou, dans la municipalité de Chongqing. Dix-huit corps avaient été retrouvés dès lundi. Trente-cinq mineurs travaillaient sous terre quand l'explosion s'est produite. Seuls deux d'entre ont réussi à s'échapper. Toutes les mines de charbon de la municipalité ont dû arrêter leur production pour procéder à des tests de sécurité, après l'explosion dans cette mine privée, qui a l'autorisation de produire jusqu'à 60.000 tonnes de charbon par an. Selon les premiers éléments de l'enquête, la mine était mal équipée et mal ventilée et les boyaux avaient dépassé leurs limites légales d'extraction. La Chine est le premier producteur mondial de charbon et les accidents mortels dans les mines y sont courants.

En septembre, au moins 18 personnes avaient été tuées par une explosion de gaz dans une mine de charbon dans le Ningxia (nord). Et en mars, 19 personnes étaient décédées dans un accident minier dans la province du Shanxi (nord). Les autorités affirment que le nombre de mineurs tués serait désormais inférieur à un millier par an, après une baisse sensible durant la dernière décennie. Des mouvements de défense des travailleurs affirment cependant que ces chiffres sont sous-évalués.

T. L.

## Venezuela

### L'opposition laisse une chance au dialogue

**L'**opposition vénézuélienne, qui tente depuis des mois de faire chuter Nicolas Maduro, a décidé de suspendre le vote prévu contre le président socialiste, ainsi que la marche annoncée sur la présidence, afin de laisser une chance au fragile dialogue qui vient de débiter.

«Je célèbre, en tant que résultat de l'installation de la table des négociations, les sages décisions prises par l'opposition. Je les salue», a réagi le président socialiste à la télévision, après avoir occupé sa journée comme si de rien n'était, en inaugurant notamment «L'heure de la salsa», sa nouvelle émission radio quotidienne, de deux heures.

«On nous a demandé que l'événement (NDLR: la manifestation, ndr) programmé jeudi soit suspendu, et nous pensons qu'il est sensé d'accepter», a déclaré Henry Ramos Allup, le président de l'Assemblée nationale, désormais dominée par l'opposition de centre droit, en soulignant que cette demande émanait du Vatican.

Quant à la décision surprise de suspendre le vote contre M. Maduro, ce n'est pas une «capitulation» mais cela vise à trouver une solution à la crise qui secoue le pays, a-t-il précisé.

Cette manifestation vers le palais présidentiel de Miraflores avait une portée hautement symbolique : le 11 avril 2002, une manifestation y avait viré au coup d'Etat et le président Chavez en avait été délogé pendant trois jours.

Après avoir échoué à organiser un référendum révocatoire contre le chef de l'Etat socialiste, héritier politique du défunt Hugo Chavez, les antichavistes semblent s'engager dans la voie du dialogue.

Le gouvernement et une partie de l'opposition sont tombés d'accord dans la nuit de dimanche à lundi sur un calendrier de discussions, sous les auspices du Vatican et de l'Union des nations sud-américaines (Unasur). Les antichavistes, qui ont souligné que la viabilité du dialogue dépendait des «gestes» du gouvernement, ont obtenu des gages lundi soir avec la libération de cinq opposants au président.

Les députés de la MUD, la Table de l'unité démocratique, vaste coalition du centre à la droite qui réunit les opposants à Nicolas Maduro, ont choisi mardi à l'unanimité de suspendre la procédure de défiance à l'encontre du chef de l'Etat, dépassant leurs divisions internes sur l'opportunité des négociations. «Nous espé-

rons que cette suspension ne sera pas éternelle. Nous respectons et acceptons le choix de la majorité de nos camarades», a déclaré Freddy Guevara, un des représentants de l'aile dure de la MUD incarnée par Leopoldo Lopez, la figure de l'antichavisme emprisonnée, qui avait rejeté lui les discussions et misait davantage sur la rue. Au cours de la séance à l'Assemblée nationale, le patron des députés de la MUD, Julio Borges, a souligné que l'objectif de l'opposition lors des négociations à venir était d'obtenir une élection présidentielle anticipée.

Selon l'agenda du Parlement, les députés devaient débattre mardi de «la rupture de l'ordre constitutionnel», puis se prononcer sur la responsabilité du président. La MUD étant majoritaire, le résultat faisait peu de doute.

Si ces pourparlers annoncés ont donc réussi à faire partiellement retomber la tension, ils ont aussi mis en lumière les divisions de l'opposition.

Les parties sont désormais convenues de se retrouver le 11 novembre. Mais ces négociations restent fragiles, tant la méfiance est grande de part et d'autre.

AFP

## Haïti

### Un adolescent tué lors de distribution d'aide

■ Un adolescent a été tué par balle mardi midi aux Cayes, troisième ville d'Haïti, lors du déchargement d'un bateau apportant de l'aide humanitaire destinée aux sinistrés de l'ouragan Matthew, a affirmé le maire de la ville. «Un bateau portoricain était en train de décharger sa cargaison dans le port mais cela s'est mal passé à quai et un adolescent est tombé sous les balles», a indiqué à l'AFP Gabriel Fortuné, maire de la commune située sur la côte sud du pays, à près de 200 kilomètres de Port-au-Prince. «La population en colère a gagné les rues et les gens sont venus jusqu'à ma résidence», a expliqué M. Fortuné. «Nous sommes allés ensemble dans le centre-ville pour rejoindre le tribunal de paix, afin de faire constater l'incident par un juge, mais nous n'avons pas pu y arriver à cause des rues bloquées», a témoigné le maire. La situation est encore tendue dans la ville très affectée par l'ouragan Matthew le mois dernier: des barricades dressées sur les principaux axes de la ville empêchent pour l'heure toute circulation et action des forces de l'ordre. N'étant pas présent sur les lieux au moment de l'incident, Gabriel Fortuné n'a pas pu indiquer qui était l'auteur des tirs: «Une enquête va déterminer les responsabilités», a-t-il seulement pu préciser. Le ministère de la Justice a condamné et déploré «cet incident malheureux» via un communiqué de presse diffusé mardi après-midi.

AFP



Selon un critique français

# Beaucoup de pièces et peu de représentations sur la guerre d'indépendance

L'ancien directeur du Centre du cinéma (CNC-France-1989) et ex-directeur du théâtre au ministère français de la Culture (1997) a indiqué mardi à Béjaïa que la guerre d'Indépendance nationale a suscité beaucoup d'œuvres théâtrales mais très peu de représentations dans l'Hexagone.



Il y a eu une centaine de textes mais très peu ont eu des représentations", a-t-il indiqué, soulignant qu'une bonne dizaine avait été écrite entre 1957 et 1962, notamment "les huissiers" de Michel Vinaver, "les paravents de Jean Genet" ou "tombeau pour 500.00 soldats" d'Antoine Vitez, toutes "bloquées" à cause de la peur qui s'est emparée des directeurs des différents théâtres ou tout simplement des gens de théâtre, "fortement intimidés".

"Il n'y a pas eu d'interdiction de représentation en France. Et il n'y a pas eu non plus de difficulté dans l'édition, qui a rendu compte de

beaucoup de textes. Seule la représentation avait des difficultés en raison de la prudence régnante parmi les professionnels et de l'autocensure que beaucoup se sont imposés, il est vrai échaudé, par l'envahissement de certains théâtres par des parachutistes et autres fascistes qui ont causé beaucoup de chocs", a expliqué Dominique Wallon à l'APS, en marge de sa conférence sur "le théâtre Français et la guerre d'Algérie".

C'est dans ce climat tendu, voire peu amène, que la guerre d'indépendance nationale a été escamotée. Même l'assassinat de Maurice Audin, qui a

suscité un fort émoi n'a pas trouvé, dans ce contexte d'oreilles entendantes. Et la pièce qui lui a été consacrée, juste après sa mort, a dû attendre une dizaine d'années avant de voir le jour, alors que la vérité sur sa mort attend toujours.

Seules pièces à avoir échappé à cette "ostracisme" restent celles de Kateb Yacine dont "Le cadavre encerclé", jouée dans une quasi-clandestinité, ou à l'étranger, notamment à Tunis et Bruxelles, parfois aux lieux des bougies. En fait, les représentations inhérentes à la guerre n'ont commencé qu'ultérieurement, seulement une fois la guerre ter-

minée, et surtout après la résurgence des massacres d'octobre 1961, longtemps occultés et qui ont provoqué ½ un traumatisme grave, peut-être le plus grave en France. Depuis, les manifestations de célébrations, initiées par Jospin, alors 1<sup>er</sup> ministre du président Chirac, les pièces de théâtre sont relativement foisonnantes. "Il y'en a eu 10 entre 2015 et 2016", a-t-il précisé, ne manquant pas de souligner toutefois l'influence de l'extrême droite contre toute la création en rapport avec la guerre. "Il y a encore des dérives, il faut y faire face", a-t-il soutenu.

B. L.

Langue arabe sur la Toile

## Des universitaires appellent à l'amélioration de la qualité du contenu

Des universitaires et chercheurs algériens et étrangers, ont appelé, mardi à Alger, à améliorer la qualité du contenu web en langue arabe qui représente à peine 3% sur l'ensemble de la Toile.

Le président du Conseil supérieur de la langue arabe, Salah Belaïd, a évoqué, lors d'une rencontre en marge du 21<sup>e</sup> Salon international du livre d'Alger (Sila), des "contraintes techniques" dues en partie à l'absence d'une "terminologie" standardisée des contenus Web.

Relevant un manque "flagrant" d'informaticiens spécialisés dans la programmation, ce chercheur universitaire a précisé que les pays arabes comptent près de "75 millions d'internautes" qui n'ont pour choix de navigation que "4500" sites en langue arabe.

Le responsable du département linguistique et arabisation auprès du géant Internet Google de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, Fayeq Oweis,

a déploré la "faiblesse de l'enseignement universitaire arabophone" dans les pays arabes qui optent, a-t-il dit, pour l'utilisation du Français et de l'Anglais.

Regrettant le manque de contenu scientifique, ce professeur de langue arabe à l'Université de Californie (Etats-Unis), a suggéré le développement de "plates-formes informatives" permettant une meilleure présence des contenus dont le tiers provient, a-t-il précisé, des forums en ligne et des réseaux sociaux.

L'absence de linguistes et de traducteurs a également été signalée par Fayeq Oweis qui a relevé que 70% des internautes utilisent leurs langues maternelles dans la navigation.

Selon la chercheuse au Centre de recherche sur l'information scientifique et technique (Cerist), Hassina Alliane, l'insuffisance des contenus dans la langue arabe en ligne s'explique également par la multiplication des dialectes

qui, de l'avis de l'intervenante, constituent une "richesse et non une contrainte". S'appuyant sur un sondage, l'expert en technologie de l'information et de la communication, Younès Grar, estime, pour sa part, que 70% des internautes trouvent "faible" le contenu en arabe sur Internet.

Présent à cette rencontre, le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi a insisté sur l'amélioration de la "qualité" des contenus numériques, rappelant que l'utilisation de l'arabe, une des langues les plus diffusées après l'anglais, était "très limitée" sur la Toile.

Le ministre a exhorté les académiciens et chercheurs algériens à développer des blogs pour diffuser leurs ouvrages afin d'assurer une "large visibilité" des contenus scientifiques qualitatifs en langue arabe.

Des rencontres thématiques sont organisées en marge du 21<sup>e</sup> Sila qui se poursuit jusqu'au 5 novembre.

Bilal L.

Le papillon

## Un atelier de reproduction des toiles de Dinét ouvert à Bousaâda

Un atelier de reproduction de six toiles du peintre Etienne Nasreddine Dinét (1861-1929) baptisé "Sur la trace du papillon" a été ouvert mardi au musée nationale Etienne Dinét, de la ville de Bousaâda (M'sila), a-t-on constaté.

Devant se poursuivre, tout au long du mois de novembre courant, l'atelier permettra de reproduire les différents thèmes traités dans les œuvres artistiques de Dinét particulièrement celles ayant trait à la vie socioculturelle de la cité du bonheur, immortalisés par l'artiste de Bousaâda a précisé à l'APS le conservateur du musée, Rabeh Dhrif.

Des toiles jamais reproduites seront "le sujet" de cet atelier a détaillé le conservateur, soulignant que c'est pour la première fois que le public accompagnera les artistes le long du processus de reproduction des tableaux.

Il a ajouté que "l'atelier en live" permettra au public d'accéder aux coulisses de la créativité artistique et de se familiariser avec les différentes étapes précédant la présentation d'une œuvre d'art finalisée.

M. Dhrif a encore détaillé que la baptisation de l'atelier "Sur la trace du papillon" est en référence à la raison qui a conduit Dinét en 1884 à Bousaâda, dans un premier voyage à la recherche d'un papillon rare dans une région connue par sa biodiversité des plus riches.

Le musée national Etienne Dinét de Bousaâda a restitué, au début de l'an 2000, 11 toiles signées par ce peintre orientaliste, et qui sont actuellement exposées au musée public national du Bardo, à Alger, a-t-on encore noté.

Alphonse Etienne Dinét, devenu Nasreddine Dinét après sa conversion à l'Islam est né le 28 mars 1861 à Paris (France) et décédé le 24 décembre 1929 dans la même ville, est un peintre orientaliste français. En 1884, Dinét fait son premier voyage dans le sud algérien avec une équipe de savants entomologistes, dans la région de Bousaâda.

L'année suivante, un second voyage le conduit à Laghouat et à la région du M'zab, avant de s'installer définitivement à Bousaâda en 1905. Il parcourt le désert et se familiarise avec les tribus nomades et bédouines, découvrant la tradition arabo-berbère qu'il reflétait à travers ses œuvres artistiques. Le Musée national de Bousaâda a été créé et dédié à sa mémoire et à son œuvre en 1993.

T. C.

Salon national des arts plastiques de Bouira

## Une centaine de tableaux exposée

Une centaine de tableaux est exposée à la deuxième édition du Salon national des arts plastiques qui s'est ouvert mardi à la bibliothèque principale de la ville de Bouira.

"Nous avons enregistré l'exposition d'une centaine de tableaux à cette deuxième édition du Salon national des arts plastiques auquel participent 22 wilayas du pays et dont la tenue intervient à l'occasion du 62<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale", a indiqué à l'APS, le directeur de la culture de Bouira, El-Hachemi Bouhired.

Des tableaux divers sont dédiés cette année à l'histoire de l'Algérie révolutionnaire, ainsi qu'à la beauté de ses paysages et ses emblématiques figures historiques et aux affres de la guerre qu'a endurées le peuple algérien durant la guerre de Libération nationale.

"A travers ces belles toiles, nous voulons rendre hommage à nos valeureux martyrs de la révolution nationale", a indiqué un participant venu de la wilaya de Oum El Bouaghi à l'APS.

D'autres wilayas comme Sétif, Béchar, Alger, Béjaïa, Bordj Bou Arréridj,

M'sila, Blida, Khenchela, Jijel, El Tarf, Constantine, Mostaganem, Sidi Bel Abbès et Oran sont présentes à cette édition du Salon. Trois jours durant, ce salon sera marqué par des ateliers et des conférences autour de plusieurs sujets dont l'histoire des arts plastiques en Algérie et la situation à laquelle est confronté ce domaine, ont expliqué les organisateurs.

R. A.



## "J'AVAIS L'IMPRESSION D'AVOIR PRIS LA PIRE DÉCISION DE MA VIE"

# ADELE CONFIE AVOIR VÉCU UNE "GROSSE" DÉPRESSION POST-NATALE

La chanteuse britannique vient de révéler avoir souffert de dépression post-partum après la naissance de son fils Angelo, en 2012.

**C'**est un syndrome plus fréquent qu'on ne le croit. Longtemps, le chiffre d'une maman sur 10 a été avancé, jusqu'à ce qu'une nouvelle étude conclue que le nombre de femmes atteintes de dépression post-partum est en fait d'une sur quatre.

Sentiment d'impuissance, de culpabilité, d'épuisement, d'être malheureuse, d'être seule et d'être piégée, avoir tout le temps envie de pleurer... alors qu'elle s'attendait à être heureuse, Adele vient de révéler au magazine Vanity Fair avoir été surprise par ces symptômes juste après la naissance de son fils Angelo James, en octobre 2012.

"J'ai vraiment eu une grosse dépression post-partum". Un moment "terrible" à vivre qui a "effrayé" la chanteuse de 28 ans actuellement en pleine tournée mondiale jusqu'à la fin du mois de novembre : "Ma connaissance de la dépression post-partum - ou post-natale, comme nous l'appelons en Angleterre - est le sentiment profond de ne pas vouloir être avec votre enfant. Vous êtes tout le temps inquiète du mal que vous pourriez lui faire, et vous craignez que vous ne fassiez pas un bon travail", raconte Adele. Et d'ajouter : "Mais pourtant, j'adore et je suis obsédée par mon enfant. Je me sentais juste très insuffisante pour lui et j'avais l'impression d'avoir pris la pire décision de ma vie."

L'interprète de Skyfall explique qu'elle n'a pas pris des anti-dépresseurs pour sa dépression, et qu'il lui a fallu un certain temps pour accepter l'idée d'évoquer avec d'autres personnes ce sujet : "Mon petit ami m'a dit que je devrais parler à d'autres femmes qui étaient enceintes, et je lui ai dit 'Non'. Je pensais que mes amis qui n'avaient pas d'enfants se fâcheraient avec moi, alors que je savais que je pouvais simplement m'asseoir et bavarder avec mes amis qui avaient des enfants et nous ne nous jugerions pas", conclut-elle.

Aujourd'hui, la chanteuse s'en est sortie et déclare évidemment "adorer son bébé"; ce dernier qui a fêté ses 4 ans le 19 octobre dernier.



### BEAUTÉ

## LA CAROTTE UN SACRÉ ATOUT BONNE MINE

**O**n dit que la carotte rend aimable... Mais elle est surtout diablement efficace pour revitaliser la peau et faire un teint de rêve ! On dit que la carotte rend aimable... Mais elle est surtout diablement efficace pour revitaliser la peau et faire un teint de rêve !

### RICHE EN VITAMINES

Crue ou cuite, Vichy ou râpée, elle fait tellement partie de nos habitudes alimentaires qu'on ne se doute pas toujours qu'elle regorge de nombreuses propriétés très bénéfiques à la beauté de la peau. Connue sous sa forme actuelle dès le XVII<sup>e</sup> siècle en Hollande, cette plante de la famille des ombellifères est présente sur les étals toute l'année. En plus d'être goûteuse, la carotte est un aliment naturel grâce à sa concentration élevée en vitamines et en sels minéraux (potassium, calcium et magnésium). Riche en vitamine C, elle possède des vertus indéniables pour l'éclat de la peau. Elle contient encore des vitamines du groupe B, aux propriétés apaisantes et protectrices, ainsi que de la vitamine E, antiradicalaire. Mais c'est surtout la provitamine A (ou bêta-carotène) qui la distingue des autres légumes racines. Et c'est en raison de la présence de cette molécule qu'on la plébiscite comme composant des soins belle peau et bonne mine.

### DES VERTUS RÉGÉNÉRANTES ET DÉTOX

C'est dans sa graine dans celle-ci que se trouve son huile essentielle aux multiples qualités. C'est un atout détox qui produit un effet aussi bien sur le corps, avec une action drainante supplémentaire, que sur le visage où elle agit intensément contre l'acné. D'autant qu'elle affiche aussi des vertus cicatrisantes. On recommande même de l'utiliser pure pour

éliminer les boutons d'acné, à raison d'une goutte sur chacun. Par ailleurs, on lui connaît également des propriétés régénérantes qui permettent de lutter contre le vieillissement. Son hydrolat (ou eau florale) complète cette action en favorisant le renouvellement cellulaire et la cicatrisation. Autre atout de ce légume, l'huile essentielle de carotte, mélangée à de l'huile d'argan par exemple, traite les peaux sèches ou ternes. Associée à l'huile essentielle de géranium (ou de rose musquée ou de petit grain), elle est enfin recommandée pour traiter les taches brunes liées au photovieillissement. Très odorante, l'huile essentielle de carotte est également utilisée en parfumerie, où elle vient renforcer les notes boisées dans bon nombre de fragrances masculines.

### DES BIENFAITS DE PRÉPARATEUR SOLAIRE

En plus de ces vertus, le bêta-carotène est également un «*préparateur solaire*». Non seulement parce qu'il est antiradicalaire, mais aussi parce qu'il colore légèrement la peau et enclenche le processus naturel de pigmentation, en activant la production de mélanine. Pour un effet bonne mine immédiat, on peut très simplement mélanger quelques gouttes d'huile de carotte à sa crème de jour habituelle, afin de favoriser le bronzage naturel de la peau.

### UNE PUISSANTE ACTION ANTI-ÂGE

C'est l'un des aliments les plus riches en bêta-carotène, un précurseur de la vitamine A aux vertus hautement antioxydantes, donc anti-âge. Plus la carotte est colorée, plus elle en renferme : c'est cette molécule qui lui donne sa couleur orangée. Au cours de la photosynthèse, elle lui permet d'éviter l'oxydation. Idem sur la peau ! Ainsi, «*la provitamine A issue du végétal va être transformée par*



l'organisme en vitamine A (rétinol) qui réactive les mécanismes cellulaires et répare les tissus cutanés», précise Amanda Chevillat, directrice de la communication scientifique de Melvita. Le macérât est l'extrait que la cosmétique préfère. Obtenue par macération dans de l'huile de tournesol, la synergie entre le légume et l'huile fait alors des merveilles. L'acide linoléique, concentré en oméga-6, rend l'épiderme plus résistant et soutient la barrière cutanée. Il agit donc comme un bouclier face aux agresseurs. L'acide oléique (oméga-9) améliore la cohésion cellulaire et l'élasticité de l'épiderme. Enfin, l'acide stéarique est un véritable ciment qui protège la peau.

**MASQUE COUP D'ÉCLAT À LA CAROTTE**

### Il vous faut :

- 1 carotte
- 1/2 avocat si la peau est sèche
- 1/2 c. à soupe de miel
- 1/2 c. à soupe d'huile d'olive

### QUELQUES GOUTTES DE JUS DE CITRON

Préparation : pelez la carotte et faites-la cuire à la vapeur jusqu'à ce qu'elle soit tendre. Ecrasez-la en purée à la fourchette. Ajoutez les autres ingrédients (sauf l'huile d'olive si vous avez la peau grasse). Laissez refroidir. Mode d'emploi : appliquez sur la peau propre, pendant quinze minutes. Rincez à l'eau tiède.



## Les DEBATS

Quotidien national  
d'information

Édité par la SARL  
MAHMOUDI INFO

Le fondateur  
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante **Naima MAHMOUDI** • Directeur de la publication **Aïssa KHELLADI** •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : **021.63.45.42** -

Fax : **021.63.45.13** - Service Publicité : **021.63.42.65** • Email : **Lesdebats@hotmail.com** •

Web : **http://www.lesdebats.com** • Impression **SIA** • Publicité **ANEP** 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : **021.73.30.43**

## SPORTS

Ligue I Mobilis (10<sup>ème</sup> Journée)

## Derby passionnant à Blida, l'ESS à l'épreuve du MCO

La dixième journée de la Ligue I Mobilis s'annonce palpitante avec des rencontres au sommet entre des formations qui nourrissent des ambitions différentes. Ainsi, le leader, l'USM Alger fraîchement auréolé de la Supercoupe d'Algérie, devra enchaîner avec un autre derby algérois qui l'opposera samedi à la formation de l'USM El Harrach qui ne carbure pas bien en ce début de saison. Ainsi, les Rouge et Noir feront tout ce qui est de leur possible pour remporter un autre succès qui lui permettrait de conforter sa place de leader. Toutefois, sa mission ne sera pas facile devant une équipe harrachie qui, telle une bête blessée, se battra à fond pour sortir de l'ornière et tenter de se relancer après un début de saison complètement raté. Les gars de Soustara feront tout pour réussir cette sortie en tout cas et réussir un autre succès surtout avec l'engagement du nouvel entraîneur, Paul Put, qui sera sur le banc à l'occasion de ce derby, tandis qu'une autre défaite précipiterait celui de l'USMH, Boualem Charef vers la porte de sortie. Le stade 8 mai 1945 de Sétif sera le théâtre ce

jeudi d'une chaude explication entre les deux poursuivants du leader, à savoir, l'Entente locale et le MC Oran. Vainqueur du NAHD lors de la précédente journée, l'Aigle Noir voudra très certainement continuer sur la même lancée et ajouter un autre succès à domicile, mais ils devront faire très attention à la bande à Belatoui qui ne se déplacera pas en victime expiatoire et qui fera tout ce qui est de son possible pour revenir avec un résultat probant du chaudron du 8 mai. Le CS Constantine qui souffle le chaud et le froid sera en appel ce week-end en recevant la formation de la JS Kabylie qui avec son nouvel coach tunisien, Hidouci, tentera de créer la sensation au stade Hamlaoui de la ville du Vieux Rocher. Le derby de l'Ouest qui se jouera à Rélizane entre le Rapid local et l'USM Bel Abbés devrait être très intéressant à suivre, d'autant plus avec le retour en force des Rélizanais qui ne veulent pas baisser les bras. La JS Saoura reçoit le NA Hussein-Dey dans une rencontre qui devrait logiquement revenir aux locaux, même si les Sang et Or ne s'avoueraient pas vaincus pour autant et feront tout pour revenir au moins avec le point du nul. Le DRB Tadjenant et le CR Belouizdad qui sont en crise ces derniers temps recevront respectivement le MC Alger et l'O Médéa et feront tout pour l'emporter.



Enfin, il est à noter que cette journée sera amputée du match MOB-CAB reporté pour permettre aux Béjaouis de préparer la manche retour de la finale de la Coupe de la CAF face au TP Mazembé.

Imad M.

**Le programme :**  
**Jeudi 03 Novembre à 17h :**  
 ESS-MCO  
**Vendredi 04 Novembre à 16h :**  
 CSC-JSK  
 RCR-USMBA  
 JSS-NAHD (19h)  
**Samedi 05 Novembre à 16h:**  
 USMA-USMH  
 DRBT-MCA (15h30)  
 CRB-OM  
 MOB-CAB (reporté)

Cyclisme/Tour du Faso (5<sup>e</sup> étape)2<sup>e</sup> place pour l'Algérien Nassim Saidi

■ L'Algérien Nassim Saidi a terminé à la deuxième place de la cinquième étape du Tour du Faso, courue mardi entre Kokologo et Boromo, alors que l'Erythréen Zemenfes Solomon a pris le maillot jaune de leader. L'Erythréen a non seulement remporté l'étape devant l'Algérien Nassim Saidi, mais s'est également emparé du maillot jaune de leader qui était la propriété du Français Grzegorz Kwiatkowski. C'est la troisième victoire d'étape de Zemenfes Solomon sur ce tour du Faso-2016 après avoir remporté la 2<sup>e</sup> et la 3<sup>e</sup> étape. Au classement général, Solomon devance les Burkinabés Saidou Bamogo et Harouna Iboudo. L'Erythréen domine aussi le classement par équipes devant la Côte d'Ivoire. Longue de 132 km, la 6<sup>e</sup> étape sera courue mercredi entre Pa et Bobo Dioulasso.

## Rallye d'Algérie/Challenge Sahari international

Le pilote moto algérien Samy Larbes remporte la 1<sup>ère</sup> étape

■ Le pilote de moto algérien Samy Larbes (Racing Laghouat) a remporté la première étape du rallye d'Algérie «Challenge Sahari international», courue mardi entre Biskra et El-Alia (Ouargla) sur une distance de 239 km. Larbes avec un temps de 3:31.12 a devancé son coéquipier Serrai Deafer (4:12.22), et Abdelkader Mebarki de l'INFS-STS de Dély Brahim avec un chrono de 4:13.23. Dans la catégorie auto 4x4, c'est l'équipage italien composé des pilotes Roberoto Tolletti et Romain Aguilera avec un temps de 3:50.08, qui s'est imposé devant les Algériens Ahmed Benmir et Mohamed Ayad (4:08.34), alors que la 3<sup>e</sup> place est revenue aux Italiens Pierro Tolletti et Morizio Dominino (4:14.01). La deuxième étape du rallye d'Algérie «Challenge Sahari international», prévue mercredi, se disputera en forme de boucle à Hassi-Messaoud. La deuxième édition du rallye raid «Challenge Sahari international» se jouera en 5 étapes, couvrant une distance globale de 2500 km : 1500 sur sable et 1000 sur bitume, avec la participation de 75 pilotes étrangers et 45 algériens.

## Arbitrage

## Benouza: «J'arrête le 31 décembre»

■ L'arbitre international algérien Mohamed Benouza a annoncé mardi à Blida qu'il mettra un terme à sa carrière le 31 décembre prochain. «Le temps est venu pour moi de ranger mon sifflet. J'ai décidé de mettre un terme à ma carrière le 31 décembre prochain» a indiqué Benouza à l'issue de la supercoupe d'Algérie 2016, remportée par l'USM Alger (2-0) face au MC Alger. Benouza (44 ans) a longtemps été considéré comme l'arbitre N°1 en Algérie. Il a été plusieurs fois sélectionné par la CAF et la Fifa pour diriger des matchs internationaux, notamment lors du Mondial-2007 des U20, au Canada. Le natif d'Oran a dirigé également plusieurs matchs de phase de finale de la Coupe d'Afrique des nations (seniors), notamment en Egypte (2006), Ghana (2008), Angola (2010) et Gabon (2012). Benouza devrait diriger quelques matchs de Ligue 1 Mobilis avant de ranger son sifflet, mais cette supercoupe 2016, entre l'USMA et le MCA a probablement été l'un de ses derniers grands matchs.

## Olympique Lyonnais

## Ghezzal sur le départ

■ L'attaquant international algérien de l'Olympique Lyonnais, Rachid Ghezzal, dont le contrat expire en 2017, ne devrait pas signer un nouveau bail avec son club formateur à cause d'un différend financier avec le président Jean-Michel Aulas, lui ayant proposé un salaire inférieur à ce qu'il espérait, selon le magazine France Football. Le club sociétaire de la Ligue 1 française de football se serait arrêté à hauteur des 200.000 euros par mois, alors Ghezzal espérait percevoir autant que les autres cadres de l'équipe. Un retour à la case départ pour les deux parties, qui s'étaient déjà retrouvées

devant la même impasse à l'intersaison, frôlant même le divorce après avoir littéralement touché le fond. Ghezzal avait même entamé des négociations en vue de changer de club, particulièrement avec des clubs de Premier League anglaise, où il semblait très prisé, avant qu'un rapprochement avec la direction lyonnaise ne lui permette de réintégrer le groupe professionnel, et de faire quelques apparitions en Ligue 1, souvent en tant que remplaçant. Les choses étaient provisoirement rentrées dans l'ordre, en attendant ce nouveau round de négociations. Mais puisque ce dernier n'a rien donné aussi,

tout porte à croire que, de guerre lasse, Ghezzal se verra forcé de quitter l'OL. Des clubs comme Liverpool, West Ham et Tottenham seraient déjà aux aguets pour engager le jeune international algérien, s'il venait à rompre avec l'OL. Ghezzal (24 ans) figure dans la liste préliminaire du nouveau sélectionneur national Georges Leekens, qu'il complètera prochainement, en vue du prochain match des qualifications au Mondial-2018 (groupe B), prévu le 12 novembre à Uyo, face au Nigeria, pour le compte de la deuxième journée.

## Tennis/Championnat national 2016

## Victoire finale d'Hameurlaine (messieurs) et Benaïssa (dames)

■ Abdelhak Hameurlaine chez les messieurs et Amira Benaïssa chez les dames ont été sacrés champions d'Algérie 2016 de tennis, après leurs victoires respectives contre Mohamed Hassen et Yassamine Boudjadi en finales disputées mardi au Tennis Club de la Balle Jaune, à Ain Defla. Hameurlaine, sociétaire du GS Pétroliers s'est assez facilement imposé devant le représentant de l'AS Sûreté Nationale (7-6, 6-3), alors que Benaïssa (AS Sûreté Nationale) a éprouvé un peu plus de difficultés face à la représentante du NT Skikda, dont elle est difficilement venue à bout en trois sets (6-2, 3-6, 6-0). Déjà sacrés champions d'Algérie en 2015, Abdelhak

Hameurlaine et Amira Benaïssa ont ainsi réussi à bien défendre leurs titres respectifs. Autre fait saillant dans ce championnat national «seniors», la large domination des tennismen de l'AS Sûreté Nationale qui ont glané trois titres sur les quatre possibles. En effet, outre Benaïssa dans le tableau simple, l'ASSN a remporté les deux tableaux «double», chez les messieurs et chez les dames, respectivement par les tandems Mohamed Hassen - Ahmed Ouadane et Amira Benaïssa - Saâdia Belhadj. Les messieurs de l'ASSN ont battu un tandem «pétrolier» en finale du double, au moment où les dames se sont imposées face aux représentantes du NT Skikda.

Ligue II Mobilis (9<sup>e</sup> journée)

## Le PAC pour la confirmation

■ Le leader de la Ligue II Mobilis, le Paradou AC évoluera sur du velours au cours de cette 9<sup>e</sup> journée en recevant l'ASM Oran. Les gars du PAC qui effectuent presque un sans faute en ce début de saison ne devraient pas trouver de peine à l'emporter encore une fois à domicile, surtout que les gars de la Medina Djedida sont loin d'être des foudres de guerre. Les Algérois visent éventuellement un autre succès et ils devraient logiquement l'atteindre. La JSM Béjaïa qui est revenu avec les trois points de la victoire de son dernier déplacement à Chlef souhaite confirmer son statut de favori pour la remontée en recevant la formation du CA Bordj Bou Arreridj qu'il devrait battre à domicile, sauf surprise. Les gars de Yemma Gouraya sont décidés à prendre leurs distances sur leur adversaire du jour mais surtout à se rapprocher de plus en plus du leader. Le derby de la Mitidja qui aura lieu lors de cette journée au stade Mustapha Tchaker entre l'USM Blida et le WA Boufarik s'annonce très disputé entre deux équipes aux objectifs diamétralement opposés. Les gars de la ville des Roses qui avaient été battus lors de la précédente journée sont décidés à l'emporter pour recoller au peloton de tête, alors que le voisin boufarikois tentera de réaliser un résultat probant qui lui permettra de sauver sa peau et se sortir de la zone des turbulences.

I. M.

Le programme :

Vendredi 11 et samedi 12 novembre à 15h :

MCEE-ABS  
 CRBA-ASK  
 JSMS-ASO  
 JSMB-CABBA (16h)  
 MCS-GCM  
 PAC-ASMO (15h30)  
 USMB-WAB (samedi à 17h)  
 RCA-USB

Belgique

## Difficile intégration des réfugiés sur le marché du travail

La situation économique des réfugiés en Belgique exige des "mesures d'urgence", souligne une étude réalisée par l'institut Itinera qui relève la difficile intégration de ces migrants sur le marché du travail. La "position sur le marché du travail des réfugiés présents en Belgique est tellement sombre que l'on peut vraiment parler d'une situation d'urgence, qui exige des mesures d'urgence", a estimé cet institut belge dans son étude publiée hier.

Ce think tank qui plaide pour l'intégration économique rapide des réfugiés présents sur le sol belge, recommande trois voies à suivre pour y parvenir: "une évaluation rapide des connaissances et compétences, un partage des connaissances et collaboration, ainsi qu'un travail sur mesure".

Selon ce think tank qui se donne pour mission de promouvoir "des chemins de réformes vers une croissance économique et une protection sociale durables pour la Belgique", il est indispensable d'organiser "simultanément" et "parallèlement" les différents processus: "la reconnaissance en tant que réfugié, l'apprentissage de la langue, l'intégration civique et l'accès au travail". Mettant l'accent sur l'urgence de la situation, Itinera soutient qu'il est "crucial" de mettre rapidement au travail les réfugiés, déplorant l'inefficacité des politiques actuelles qui, a-t-il poursuivi, "tendent à ralentir leur arrivée sur le marché du travail". "Si nous n'y prenons pas garde, nous risquons de perdre encore un groupe de nouveaux venus dans notre société. Il n'est pas encore trop tard pour y remédier", a-t-il soutenu. L'institut Itinera regrette, en outre, le manque de données sur les réfugiés qui "pourrait bien vouer toute politique d'asile à l'échec". Néanmoins, le think tank insiste dans son étude sur l'élaboration d'une politique sur mesure, adaptée aux spécificités des demandeurs d'asile, d'autant qu' "environ trois quarts des réfugiés arrivant en Belgique n'ont pas suivi de formation supérieure, et une part substantielle est même analphabète". L'analyse des quelques données disponibles sur les réfugiés montrent, selon Itinera, que "les rares réfugiés titulaires d'un diplôme du supérieur qui arrivent en Belgique ont besoin en moyenne d'un cours de langue intensif d'un an, pour pouvoir exercer un job correspondant à leur niveau de formation".

R. I.

Etats-Unis

## Deux policiers tués dans une embuscade

Deux policiers qui se trouvaient dans leur voiture de patrouille ont été tués dans une embuscade dans la nuit de mardi à mercredi dans l'Etat de l'Iowa (centre), selon les autorités américaines. "Il ne semble pas qu'il y ait eu une quelconque interaction entre ces agents et le lâche qui les a abattus alors qu'ils étaient assis dans leur voiture", a précisé le sergent Paul Parizek, de la police de Des Moines, lors d'une conférence de presse au petit matin. "Il semble que ces deux agents aient été victimes d'embuscades", a-t-il ajouté. Le premier policier a été retrouvé mort vers 01h00 du matin (06h00 GMT) à Urbandale, dans la banlieue de Des Moines, la capitale de l'Etat. Celle-ci compte un peu plus de trois millions d'habitants. Le second agent, qui répondait à un appel pour des coups de feu, a été découvert 20 à 30 minutes plus tard à Des Moines. Il est mort après avoir été transporté à l'hôpital, selon les médias américains.

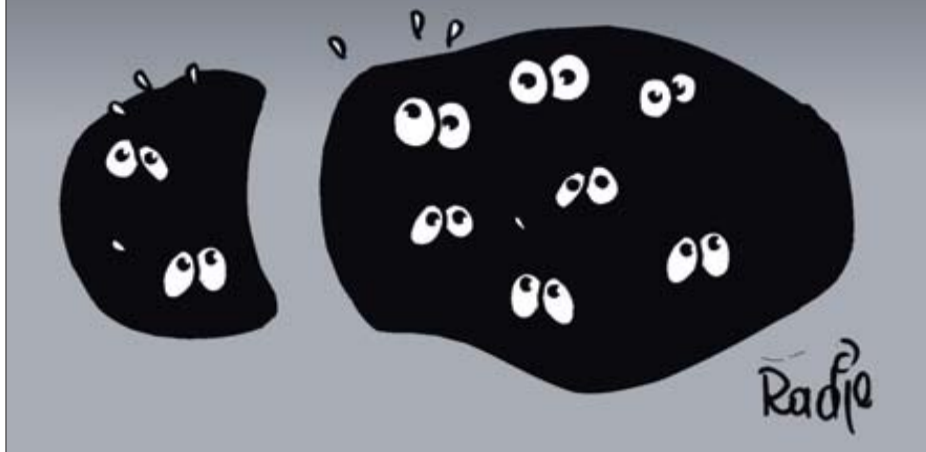
Après ces meurtres, les policiers vont patrouiller par deux, a précisé M. Parizek. Les autorités n'ont pour l'instant aucune information sur d'éventuels suspects, selon le journal *Des Moines Register*.

R. E.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

LE NOUVEAU CODE DE TRAVAIL VA BIENTÔT VOIR LE JOUR



## Le président de la Fédération nigériane de football «Nous allons battre l'Algérie et nous qualifier»



Le président de la Fédération nigériane de football (NFF), Amaju Pinnick, a assuré que les Super Eagles allaient, non seulement battre l'Algérie la semaine prochaine, mais allaient aussi continuer sur leur lancée et se qualifier pour la Coupe du monde 2018 en Russie.

M. Pinnick a déclaré qu'il avait parlé avec quelques-uns des joueurs convoqués pour le match et a ajouté que le conseiller technique de l'équipe, Gernot Rohr, est en train de superviser certains d'entre

eux en Europe. «Les joueurs se portent bien dans leurs clubs respectifs et sauf blessures et mauvaises conditions de santé, ils sont impatients, non seulement de battre l'Algérie, mais de se qualifier pour la Coupe du monde 2018 en Russie», a-t-il affirmé à la presse locale. Ce dernier intervient aussi au lendemain de doutes sur la disponibilité du gardien Carl Ikeme, évoluant au club anglais Wolverhampton Wanderers. Ce dernier serait au centre d'un petit différend entre son agent et la Fédération du

Nigéria. «J'ai parlé avec Carl Ikeme hier et il m'a dit qu'il serait apte au match avec l'Algérie», a déclaré M. Pinnick, soulignant que pour l'instant, il ne savait pas pourquoi son agent essaie de le bloquer du Nigeria. «Mais nous parlons avec sa famille. Nous avons leur mot. Il jouera pour le Nigeria», a insisté Pinnick. Au sujet du match contre les Verts, le président de la Fédération nigériane de football a déclaré: «Nous sommes condamnés, non seulement à battre les Algériens, mais condamnés à gagner bien parce que nous ne pouvons pas nous permettre de ne pas nous qualifier pour la Russie. Nous devons battre l'Algérie le 12 novembre à Uyo. Nous avons juste besoin du soutien et des prières des Nigériens pour atteindre notre objectif». «Les Verts sont donc prévenus, d'autant que le Nigeria est en tête du groupe avec trois points, tandis que l'Algérie et le Cameroun, les deux favoris sur le papier, ont un point chacun.

R.S.

Boumerdès et Tébessa

## Deux éléments de soutien au terrorisme arrêtés

Deux éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés mardi à Boumerdès et Tébessa par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), indique hier le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) ont arrêté le 1<sup>er</sup> novembre 2016 à Boumerdès (1<sup>ère</sup> RM et Tébessa 5<sup>e</sup> RM), deux éléments de soutien aux groupes terroristes, tandis qu'un autre détachement a détruit 12 casemates qui servaient de refuges pour les terroristes, suite à une opération de fouille et de ratissage à Jijel», précise le MDN.

Par ailleurs, et dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'ANP «a arrêté à Oran (2<sup>e</sup> RM), un narcotrafiquant et saisi une grande quantité de kif traité s'élevant à 435 kilogrammes».

A Hassi Messaoud, un détachement combiné de l'ANP «a arrêté quatre contreban-

diers et saisi un camion chargé de plus de 114 132 unités de produits pyrotechniques, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont saisi à El Oued 15 600 unités de différents boissons et 1 200 litres de carburant destinés à la contrebande».

A Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam (6<sup>e</sup> RM), des détachements de l'ANP ont saisi près des frontières un camion chargé de 12 tonnes de denrées alimentaires, six véhicules tout-terrain, 600 litres de carburant, 10 détecteurs de métaux, des produits pharmaceutiques et des pièces de rechange.

D'autre part, des éléments de la Gendarmerie nationale «ont arrêté à In Salah, 24 immigrants clandestins de différentes nationalités africaines, tandis que des unités de gardes-côtes d'Oran, Ain Témouchent (2<sup>e</sup> RM) et Annaba (5<sup>e</sup> RM) ont déjoué des tentatives d'immigration clandestine de 56 personnes à bord d'embarcation de fabrication artisanale», ajoute la même source.

R. S.

ACTU...

Selon l'Unesco

## 115 reporters tués dans le monde en 2015

115 reporters ont été tués dans le monde en 2015, notamment dans les pays en conflit, a souligné hier l'Unesco.

«Les médias et la liberté d'expression sont en état de siège», souligne l'Unesco dans un rapport publié à l'occasion de la Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes.

Les pays les plus touchés sont la Syrie (13 reporters tués) et l'Irak (10), la France, avec l'attaque du journal *Charlie Hebdo* (8 journalistes tués), le Brésil, le Mexique et le Sud-Soudan suivent avec sept journalistes tués chacun, alors que l'Inde, la Libye et les Philippines affichent un bilan de six journalistes tués pour chaque pays.

Depuis 2006, date où l'Unesco a commencé à publier ce rapport qui paraît tous les deux ans, l'institution a dénombré 827 meurtres de journalistes en lien avec leur travail, soit un mort tous les cinq jours en moyenne. Seule l'année 2012 avait été plus meurtrière que 2015, avec 124 journalistes tués.

Le chiffre de 67 journalistes morts pour l'année 2015, comptabilisé de son côté par Reporters sans frontières (RSF), ne comprend que les professionnels tués en exercice, a précisé l'ONG.

Les attaques contre les journalistes restent globalement impunités (à 92%) et moins d'un cas de journaliste tué sur 10 donne lieu à un jugement devant un tribunal national, souligne également l'Unesco. «Conséquence: les criminels peuvent en déduire que quoi qu'il arrive, ils échapperont à la justice», regrette l'institution des Nations unies.

R. N.

Constantine

## Secousse tellurique de magnitude de 3 degrés

Une secousse tellurique de magnitude 3,0 sur l'échelle de Richter a été enregistrée hier à 14h25 dans la wilaya de Constantine, indique le centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique (Craag).

L'épicentre du séisme a été localisé à 6 km au sud d'Ouled Rahmoune, dans la même wilaya, précise la même source.

H. O.

Accidents de la circulation

## 34 morts en une semaine

Trente-quatre personnes ont trouvé la mort et 1 267 autres ont été blessées dans 1 133 accidents enregistrés durant la période du 23 au 29 octobre, selon un bilan établi hier par la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Chlef avec trois morts et 45 blessés dans 37 accidents, note la même source.

K. M.